



PRÉSIDENTE DE LA RÉPUBLIQUE
Gouvernement Fernando Henrique Cardoso

TROIS ANS DE REAL
La Construction d'un Brésil meilleur

BRASÍLIA
1997



PRÉSIDENTE DE LA RÉPUBLIQUE
Gouvernement Fernando Henrique Cardoso

TROIS ANS DE REAL
La Construction d'un Brésil meilleur

BRASÍLIA
1997

Brésil. Président, (1995: F.H.Cardoso).

Trois ans de Real — Brasília: Présidence de la République.
Secrétariat à la Communication Sociale, Ministère des Finances,
Ministère de la Planification et du Budget, Banque Centrale du
Brésil, 1997.

65 p.-(Documents de la Présidence de la République).

I. Cardoso, Fernando Henrique, Président du Brésil, 1931
— II. Titre

CDD 332.4

SOMMAIRE

INTRODUCTION ·····	5
I. STABILISATION DE LA MONNAIE ·····	9
II. IMPACTS SUR L'ÉCONOMIE ·····	12
Croissance ·····	12
Distribution des revenus ·····	13
Crédit ·····	16
Taux d'intérêt ·····	17
Consommation ·····	18
Investissements ·····	21
La question régionale ·····	29
Emploi et salaire ·····	32
III. LE SECTEUR AGROPASTORAL ·····	36
IV. BALANCE COMMERCIALE ·····	41
V. RÉDUCTION DU "COÛT BRÉSIL" ·····	43
VI. COMPTES PUBLICS ·····	47
VII. PRIVATISATIONS ·····	50
VIII. DÉPENSES EN MATIÈRE SOCIALE ·····	53
IX. SANTÉ ·····	56
X. ÉDUCATION ·····	60
XI. HABITATION ET ASSAINISSEMENT ·····	64

INTRODUCTION

Que pouvons-nous fêter en ce troisième anniversaire du réal?

Il est, chaque année, plus évident que les effets de la nouvelle monnaie ne se sont pas limités à la baisse de l'inflation et à l'augmentation du pouvoir d'achat de la population - particulièrement de la population de moindre revenu - qui s'en est suivi.

La stabilité de la monnaie a entraîné un processus intense de transformations, qui est en train de modifier la physionomie du pays et d'apporter des bénéfices concrets aux producteurs et aux consommateurs, aux travailleurs et aux entrepreneurs, aux étudiants et aux ménages, enfin aux Brésiliens.

Tout a commencé par la réorganisation de l'économie. Le pays s'est remis à croître de façon durable. De 1981 à 1993 le revenu par habitant avait diminué de 5%; ces trois dernières années, il a augmenté de 9%, en conséquence d'une croissance annuelle moyenne de 4,4%. La croissance s'est accompagnée d'un transfert conséquent du revenu aux consommateurs, particulièrement aux plus pauvres. En juillet 1994, le panier de la ménagère coûtait R\$ 106,95; en juillet 1997, il valait R\$ 112,03. Dans ce même temps, le revenu réel moyen du travailleur augmentait de 22%.

L'incertitude disparaissant, le crédit en faveur des consommateurs de moindre pouvoir d'achat est revenu. Ceux-ci ont alors eu accès à des biens de plus grande valeur. Les ventes d'électroménagers ont augmenté de 66% entre 94 et 97.

Conséquence de l'effort de réorganisation des comptes publics, les dépenses du gouvernement fédéral dans le domaine social ont progressé de 27%, en termes réels, depuis le lancement du réal. L'important n'est pas de dépenser plus mais de dépenser mieux. Dans ce domaine,

l'exécution et la fiscalisation d'un grand nombre de programmes sont en train d'être décentralisées en partenariat avec les États, les municipalités et la communauté elle-même. C'est le cas de l'éducation, où les crédits sont envoyés directement aux écoles qui les dépensent sous la supervision de l'Association des parents et des professeurs. C'est encore le cas dans le domaine de la santé où la décision revient de plus en plus aux Conseils de santé. Et, enfin, dans les domaines de l'habitation et de l'assainissement, les demandes de financement sont sélectionnées après avoir été examinées par des instances collectives, organismes qui regroupent des représentants du secteur public et de la société civile organisée.

Le résultat de cet ensemble de facteurs est qu'aujourd'hui le Brésil compte déjà moins de pauvres. En 1994, ils représentaient 33% de la population des principales régions urbaines; l'an dernier, ils ne comptaient plus que 25%. Le degré d'inégalité, quoiqu'encore élevé, a diminué.

Le gouvernement a lancé le Programme "Brésil en Action" qu'il est en train d'appliquer, afin de promouvoir l'infrastructure physique et les ressources humaines nécessaires aux investissements. La privatisation en cours et les amendements à la Constitution actuellement au Congrès, complètent le tableau des réformes nécessaires pour assurer la croissance des prochaines années.

La restructuration de l'économie va de pair avec la consolidation de la démocratie. Le gouvernement répond de façon positive au désir de participation de la société, en même temps qu'il l'encourage, en décentralisant les décisions et le contrôle d'un nombre croissant de domaines qui relèvent du secteur public.

Démocratie aujourd'hui signifie aussi lutte quotidienne contre la violence et la discrimination. Le Programme National des Droits de l'Homme est l'affirmation de l'engagement de la société et du gouvernement envers ces droits. Malheureusement, ici ou là, les vestiges d'un passé que nous désirons voir disparaître resurgissent, couvrant le pays de honte. Mais la conjugaison des efforts de tous commencent à faire

échec à l'impunité de ceux qui pratiquent la violence et violentent les droits des plus faibles.

Ces transformations, vastes et profondes, font partie d'un Brésil qui, pas à pas, est en train de se reconstruire.

En fait, le réal a entamé un vaste mouvement qui va larguer les amarres qui empêchaient le Brésil de réaliser son potentiel: construire une véritable démocratie qui se veut non seulement représentative mais de plus en plus participative; mobiliser les ressources humaines et physiques pour garantir une croissance durable, capable de stimuler la création d'emplois et de meilleurs salaires; promouvoir la réforme de l'État et replacer celui-ci là où il est le plus nécessaire; réorienter les politiques publiques en faveur des plus nécessiteux, afin d'offrir des opportunités à ceux qui n'en ont jamais eues et qui, sans les profonds changements qui sont en train de se produire, n'y auraient toujours pas accès.

Il est vrai que tout cela ne peut pas être mis uniquement au crédit du réal, car les changements qui se produisent sont avant tout le résultat de la détermination et du travail de chaque Brésilien. Mais il est aussi vrai qu'aucun de ces progrès, qui commencent à être significatifs, n'aurait été possible sans le réal qui a permis de mettre fin à tout un cycle de désorganisation de l'économie, d'erreurs et de perte de confiance en elle qui a submergé la société brésilienne pendant plus d'une décennie.

Avec la fin de l'inflation, les requêtes légitimes de différents segments de la société ont commencé à se manifester avec une force indubitable, élargissant considérablement l'agenda du pays. Cela est positif. Toutefois, l'intensité de la revendication n'est pas en rapport avec la capacité de réponse de la société et du gouvernement. On ne peut pas s'attendre à ce que des problèmes anciens, la plupart séculaires, puissent être résolus en un clin d'oeil.

Par rapport au passé, beaucoup a été fait. Par rapport aux besoins, beaucoup reste à faire. Nous en sommes conscients. C'est pour cette raison que nous poursuivons notre tâche, convaincus que le Brésil a repris le bon chemin et qu'aujourd'hui les conditions sont réunies pour faire face à l'énorme liste des besoins du pays.

La dimension des tâches qui nous attendent ne peut nous empêcher de constater qu'en peu de temps nous avons beaucoup progressé. La croissance économique continue depuis 94, un processus de distribution des revenus sans précédent, l'apparition d'un puissant marché consommateur, le retour des investissements productifs, la mobilisation destinée à démanteler les obstacles économiques, les progrès qui se font déjà sentir en matière d'éducation, de santé et d'amélioration des conditions de vie de la population la plus défavorisée, sont des aspects différents d'une même réalité: la redéfinition du projet de développement pour le Brésil.

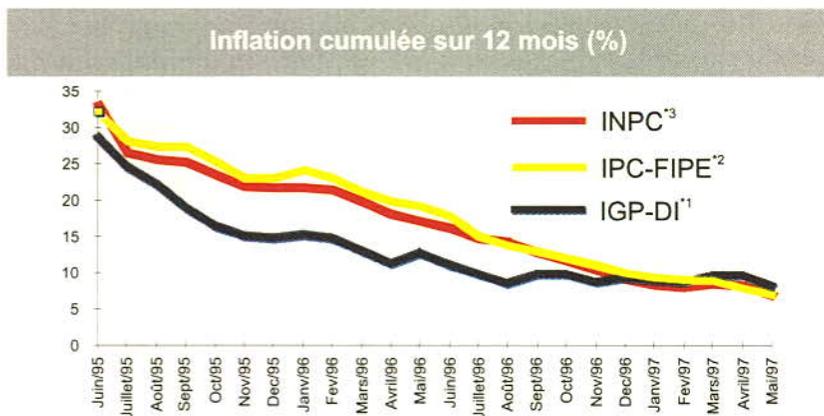
Petit à petit le Brésilien reprend confiance en lui. Il participe, exige ses droits et apporte sa contribution à ce Brésil nouveau que nous voulons construire. C'est ce partenariat pour un Brésil meilleur que nous pouvons fêter en ce troisième anniversaire du réal.

Fernando Henrique Cardoso

I - STABILISATION DE LA MONNAIE

La chute continue de l'inflation depuis le début du Plan Réel est la plus grande conquête des dernières années du peuple brésilien. Au cours du premier semestre 1994, les prix à la consommation augmentaient, en moyenne, de plus de 40% par mois. En juin 1995, pour le premier anniversaire du Plan Réel, l'inflation cumulée sur 12 mois atteignait 30%; pour le deuxième anniversaire (juin 1996), ce pourcentage était tombé à 15% et aujourd'hui, trois ans plus tard, le Brésilien connaît une inflation annuelle de l'ordre de 8%.

L'inflation mensuelle est passée de 40% à 0,55%.



SOURCES: IBGE/FIPE/FGV *4

*1 IGP-DI: Indice général des prix de l'Industrie- Données internes

*2 IPC-FIPE: Indice des prix à la consommation-Fondation Institut de recherches économiques

*3 INPC: Indice national des prix à la consommation

*4 IBGE: Institut brésilien de géographie et de statistique

FIPE: Fondation Institut de Recherches économiques

FGV: Fondation Getúlio Vargas

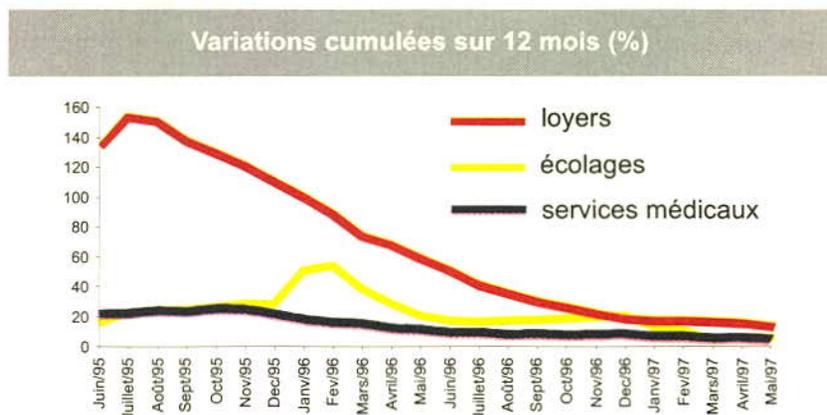
Il est indubitable que la stabilité a apporté des bénéfices au Brésil comme un tout. Une inflation faible est synonyme de maintien du pouvoir d'achat des salaires. Avant le Plan Réal, ce n'était pas le cas. Bien que les salaires fussent réajustés chaque mois, les prix avaient toujours de l'avance sur les réajustements et rongeaient ainsi la valeur des salaires. L'inflation peu élevée a apporté un changement radical d'attitude: l'indexation, mécanisme pervers de reproduction automatique de l'inflation passée, disparaît lentement de la vie quotidienne des gens. Ceux qui avaient le plus de mal à se protéger contre cette inflation (ceux qui ne possédaient pas de compte bancaire ou qui n'avaient pas la possibilité d'investir sur le marché financier) sont les principaux bénéficiaires de la fin de l'inflation.

La fraction de la population aux moindres revenus a donc été - sans aucun doute - celle qui a retiré le plus d'avantages de la stabilité de la monnaie engendrée par le Plan Réal. Preuve en est la variation du prix du panier de la ménagère au cours des trois dernières années. Le 1er juillet 1994, il coûtait R\$ 106,95 et le 11 juin 1997, il valait R\$ 112,03, soit une augmentation de moins de 5% en 36 mois. À titre d'illustration, au début du Plan Réal, il fallait plus de 1,6 salaire minimum pour acheter un panier de la ménagère; aujourd'hui, un salaire minimum achète un peu plus d'un panier.



SOURCE: DIEESE - Département intersyndical d'études socio-économiques

Ces trois dernières années ont connu d'importants changements de structure des prix relatifs. Au tout début, du fait de l'ouverture de l'économie, et face à la concurrence des produits étrangers, on a assisté à une stabilité des prix des produits susceptibles d'être importés. Mais pour le secteur des services, ce fut une autre histoire. Sans le balisage du prix international, les prix ont augmenté, dans un premier temps, afin de s'adapter à une demande plus importante, favorisée par la stabilité de la monnaie. Ce fut le cas des loyers, des écolages et des services médicaux. Le temps passant, les coûts de ces services se sont adaptés aussi et leurs variations convergent vers la moyenne générale des autres prix. C'est une bonne nouvelle. Tous les prix tendant à la baisse, ce ne sont pas seulement les aliments et les vêtements qui accèdent maintenant au nouveau monde de la stabilisation, mais des rubriques de poids, comme les écolages et les loyers, abandonnent le mauvais rôle qui était le leur au début du Plan Réel et commencent à contribuer à soulager le porte-monnaie du consommateur.



SOURCE: FIPE (IPC) Fondation Institut de recherches économiques (Indice des Prix à la consommation)

II - IMPACTS SUR L'ÉCONOMIE

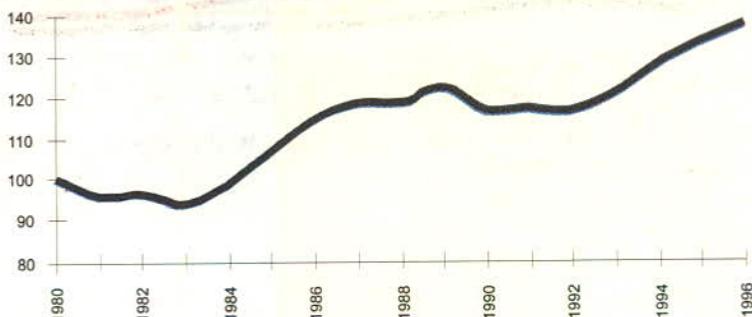
CROISSANCE

Le produit intérieur brut (PIB) a augmenté de manière significative tout au long du Plan Réal: depuis son début, en 1994, la croissance cumulée a été de 13,8% , ce qui s'est traduit, en moyenne, par une croissance de 4,4%^{aa}, contre une croissance moyenne de 1,5% des treize années précédentes (1981 à

Le PIB a augmenté de 13,8% ces trois dernières années, compensant largement la baisse du revenu par habitant des 13 années précédentes.

1993). Plus important que cette croissance est le fait que contrairement à ce qui se passait dans les années 80 et au début des années 90, le taux d'expansion est resté positif et on n'a pas connu d'époques d'expansion accélérée suivies de fortes récessions. L'importance de ce phénomène ne tient pas simplement au fait que, ces dernières années, nous soyons en train de croître, mais aussi au fait que cette croissance constante donne à l'économie brésilienne une plus grande crédibilité, élément fondamental des décisions d'investir qui entraîneront, à leur tour, une plus grande croissance et la création de plus d'emplois dans l'avenir.

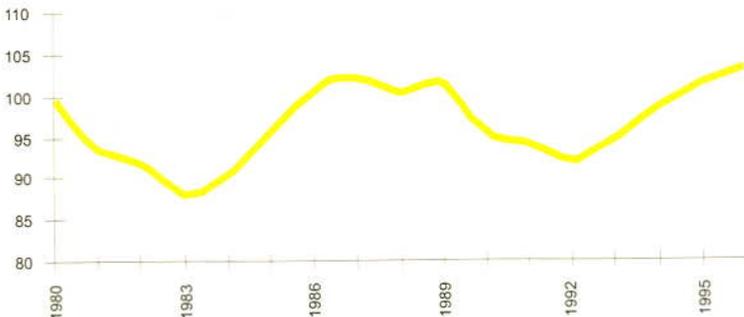
Produit intérieur brut (PIB)
base: 1980 = 100



Source: IBGE - Institut brésilien de géographie et de statistique

Conséquence de l'augmentation significative du PIB ces dernières années, le produit intérieur par habitant a également augmenté sous le Plan Réal. Cette augmentation est un signe supplémentaire de l'amélioration de la qualité de vie du Brésilien depuis l'implantation du Réal.

Produit intérieur brut par habitant
base: 1980 = 100



Source: IBGE - Institut brésilien de géographie et de statistique

Le revenu par habitant entre 81 et 93 a diminué de 5%. En trois années à peine (de 94 à 96), il a été possible d'inverser la baisse d'une décennie et demi: le revenu par habitant a été majoré de pas moins de 9%, ce qui correspond à une augmentation de 2,9% l'an contre une baisse annuelle moyenne de 0,4% les 13 années précédentes.

DISTRIBUTION DES REVENUS

Les années 80 et le début des années 90 ont mis en évidence la responsabilité de l'inflation dans la réduction des revenus des plus défavorisés, que ce soit en les empêchant d'accéder au marché financier, ou

Les années 1994 à 1996 représentent une phase inédite de l'histoire brésilienne récente: croissance économique avec distribution des revenus

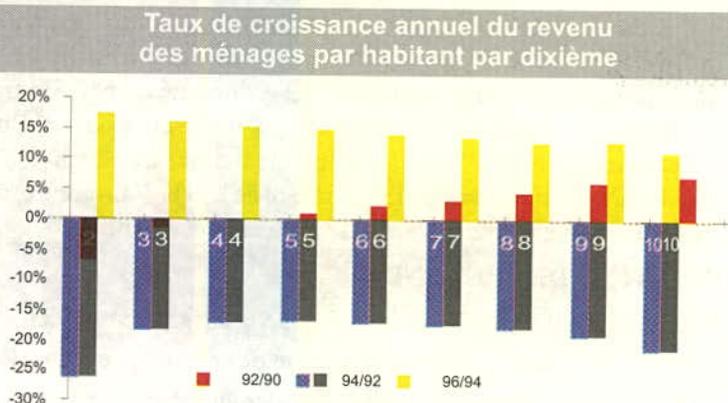
du fait que les réajustements de salaires consentis, en dépit des réajustements monétaires, étaient toujours en retard sur l'inflation. De leur côté, les plus riches ayant accès à une monnaie "indexée" (investissements sur le marché financier qui, outre la compensation de l'inflation, procuraient d'énormes bénéfices

ces), ils ont pu se protéger de la corrosion inflationnaire et souvent même grossir leur part du revenu national.

L'inflation, en stimulant l'inégalité entre pauvres et riches est l'un des facteurs qui, outre la récession et le chômage, permettent d'expliquer l'accroissement de la pauvreté pendant cette période.

L'échec des programmes de stabilisation des années 80 et du début des années 90 est la cause principale de l'aggravation des problèmes sociaux au Brésil car, en gérant une instabilité chronique de l'économie, il a fait s'accroître l'inégalité.

Comme on pourra l'observer sur le graphique qui suit, les années 1994 à 1996 représentent une phase inédite de l'histoire brésilienne récente: croissance économique avec distribution des revenus. Toutes les catégories de revenus en bénéficient, mais les plus grands bénéficiaires en sont les classes les plus défavorisées.



SOURCE: PME-IBGE*

*Sondage mensuel sur l'emploi-IBGE -Institut brésilien de géographie et de statistique

Obs: Par définition, au premier dixième, le revenu est toujours nul.

Le Plan Réal a donc permis d'obtenir des résultats importants pour la diminution de la pauvreté.

Tout d'abord, le revenu par habitant s'est élevé pendant que l'ensemble des revenus connaissait une augmentation réelle de 31%

De plus, ces revenus sont mieux distribués grâce à la disparition de l'impôt inflationnaire qui pénalisait les classes les plus défavorisées et grâce à une politique de restauration de la valeur réelle du salaire minimum (21%). D'autre part, la variation des revenus réels individuels a baissé de 40%, réduisant ainsi l'incertitude quant aux revenus futurs et entraînant une ampliation significative du marché du crédit direct au consommateur.

C'est ainsi qu'au cours de cette récente période la pauvreté au Brésil a sensiblement diminué.

La proportion de pauvres qui était de 33,4% en 1994 est passée à 27,8% en 1995 et à 25,1% en 1996. La part de revenu dont se sont appropriée les 50% plus pauvres est passée de 11,3% à 12,3%. En conséquence, le degré d'inégalité est passé de 5,73 en 1994 à 5,13 en 1995 et à 5,07 en 1996.¹

ÉVOLUTION DE L'INÉGALITÉ DE LA CROISSANCE ET DE LA PAUVRETÉ -1990/96 (%) SIX DES PRINCIPALES RÉGIONS URBAINES

	1994	1995	1996
Part de revenu des 50% les plus pauvres*	11,3	12,2	12,3
Part de revenu des 20% les plus riches*	64,7	62,6	62,4
Degré d'inégalité	5,73	5,13	5,07
Croissance du PIB <i>par habitant</i>	4,5	2,8	1,5
Proportion de pauvres*	33,4	27,8	25,1

SOURCE: *PME-IBGE Moyennes annuelles - Revenu du travail

*Sondage mensuel sur l'emploi - Institut brésilien de géographie et de statistique

1 Le taux d'inégalité se calcule comme le quotient de la part de revenu des 20% les plus riches et des 50% les plus pauvres, c'est-à-dire que plus la part de revenu conquise par les plus pauvres est grande, moindre est la valeur de ce quotient.

CRÉDIT

La reprise du crédit de la part des institutions financières est une réussite de plus de la stabilisation économique. Au cours de la période

Avec la stabilisation, le système financier a retrouvé son activité fondamentale qui est d'accorder des crédits à la production, au commerce et aux consommateurs

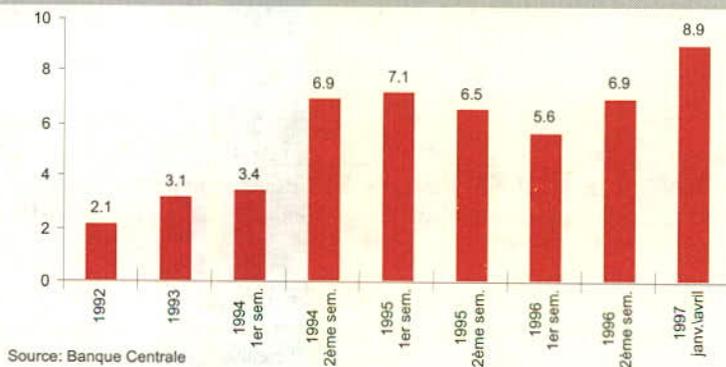
antérieure au Réal, l'inflation élevée forçait le système financier à opérer essentiellement à très court terme, en créant des mécanismes qui éliminent ou réduisent les pertes provoquées par l'inflation. L'accès à de tels mécanismes était pratiquement limité à la couche la plus favorisée de la population.

Les mensualités des financements n'étant jamais fixes et toujours corrigées par l'inflation, leur valeur était donc incertaine. Le nombre d'échéances était réduit et les mensualités élevées en conséquence.

Avec la stabilisation, le système financier a retrouvé son activité fondamentale qui est d'accorder des crédits à la production, au commerce et aux consommateurs. L'inflation étant contrôlée, la durée du crédit est allongée et la disparition de la correction monétaire permet le rétablissement de mensualités fixes.

Avec la restauration du crédit, le Brésilien a pu consommer davantage de biens durables de plus grande valeur (électroménagers, meubles, voitures, etc.). C'est ainsi que le crédit aux personnes physiques a facilité leur participation au système financier.

Emprunts des personnes physiques / Total des emprunts



L'arrivée de banques étrangères au Brésil ainsi qu'une restructuration profonde du système financier stimulent la concurrence du marché, assurent une plus grande sécurité aux usagers des services bancaires et contribuent à l'abaissement des taux d'intérêt et des tarifs bancaires. Ces modifications se sont soldées par un résultat positif pour le consommateur.

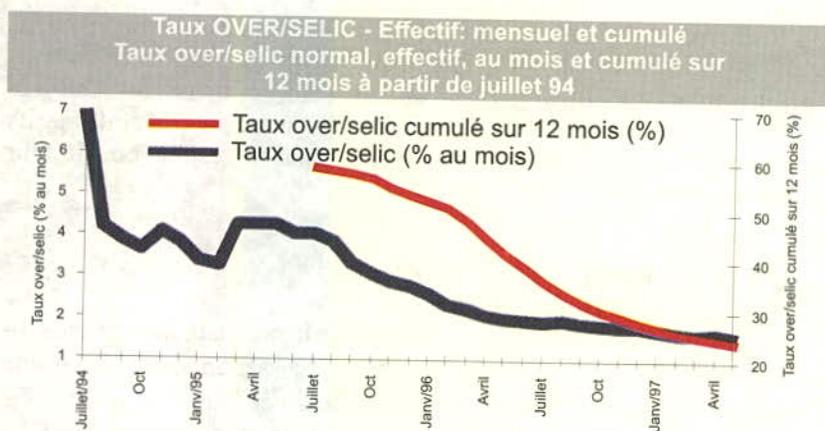
TAUX D'INTÉRÊT

Quoiqu'il soit encore élevé lorsqu'on le compare aux normes internationales, le taux d'intérêt est en train de baisser en même temps que l'inflation. En juillet 1994, le taux d'intérêt (Over/Selic)* était à 6,87% par mois, soit 122% par an. En mai 1997, ce même taux était de 1,58% par mois, soit 23,79% sur 12 mois.

Quoique la route soit encore longue pour atteindre les niveaux mondiaux, la baisse du taux d'intérêt est, à elle seule, éloquente.

Des taux d'intérêt de plus en plus bas vont entraîner une plus grande consommation, davantage d'investissements et, en conséquence, davantage d'emplois. Voilà pourquoi le pays a besoin de réformes structurelles, principalement de réformes qui permettront au secteur public de freiner ses dépenses improductives et pour cela ne pas dépenser plus qu'il ne perçoit. Un gouvernement qui dépense plus qu'il ne reçoit, retire de l'argent de l'économie pour satisfaire ses besoins de consommation au lieu d'investir, en disputant les ressources au secteur privé. Les besoins de financement du gouvernement entraînent une augmentation du taux d'intérêt, qui n'est rien d'autre que le prix de l'argent. Cela, lorsque le gouvernement ne décide pas de se financer en émettant de l'argent, ce qui conduit à l'inflation. C'est pourquoi les réformes sont liées, de façon très concrète, à la relance de conditions d'investissements et d'emploi.

Quoique la route soit encore longue pour atteindre les niveaux mondiaux, la baisse du taux d'intérêt est, à elle seule, éloquente.



*Taux au jour le jour

CONSOMMATION

L'augmentation significative de la consommation du Brésil de l'après-Réal est la manifestation la plus expressive des transformations que cette période a connues, résultant de l'influence conjointe de la croissance, de la redistribution des revenus et de la reconstruction des voies du crédit.

L'effet immédiat produit par le Réal a été, dans un premier temps, une forte croissance de la demande de produits de première nécessité tels que produits alimentaires, d'hygiène et de nettoyage; et ensuite de biens de plus grande valeur ajoutée, tels qu'électroménagers et automobiles.

En juillet 1994, un salaire minimum permettait d'acheter environ 12 sacs de ciment; aujourd'hui il permet d'en acheter 22.

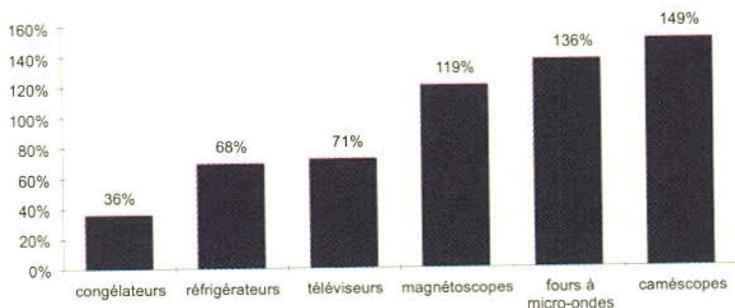
Dans le premier cas, il s'agit d'augmentations significatives de la consommation de produits tels que les oeufs, le lait, le poulet et la viande. Il faut toutefois souligner l'importante diversification de la consommation qui s'est produite lorsque des produits industrialisés, auparavant inaccessibles à la majorité de la population, comme les yogourts, les conserves et les surgelés, ont été incorporés au régime alimentaire des Brésiliens.

PRODUITS ALIMENTAIRES INDUSTRIALISÉS - CONSOMMATION VARIATION % DE 1994 À 1996

	Consommation
Produits alimentaires industrialisés	18,3
Poulet	27,8
Boeuf	19,4
Porc	31,1
Poisson	12,3
Yogourt	87,2
Fromage	51,4
Bière	55,5
Boissons gazeuses	58,9

Outre les produits alimentaires, le Brésilien s'est mis à acquérir d'autres biens parmi lesquels les électroménagers les plus courants tels que réfrigérateurs, congélateurs, téléviseurs couleur. Il y a, malgré tout, eu aussi une forte demande d'articles plus sophistiqués comme fours à micro-ondes, magnétoscopes et caméscopes.

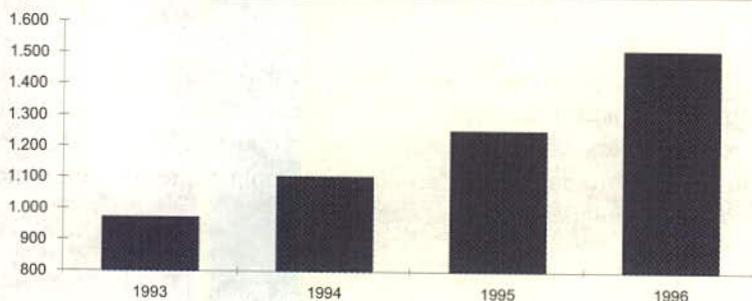
Ventes Industrielles d'électroménagers Variation % 1996/1994



Source: Eletros

Le Plan Réal a entraîné une augmentation importante et croissante des ventes de voitures populaires. En trois ans, ces ventes ont plus que doublé. Revenu et crédit ont permis à davantage de personnes d'accéder à la consommation d'automobiles, surtout les moins chères. C'est pour cette raison que la somme totale des ventes de voitures montre que la participation des modèles populaires est passée de 45,5% en juin 1994 à 61% en mai 1997. De plus, l'ouverture de l'économie a fait augmenter la concurrence dans ce secteur qui s'est vu obligé de produire de meilleures véhicules à des prix plus compétitifs. Le consommateur en est le bénéficiaire.

Ventes automobiles sur le marché intérieur
(en milliers d'unités)



Source: Anfavea**

* Concernant la production nationale

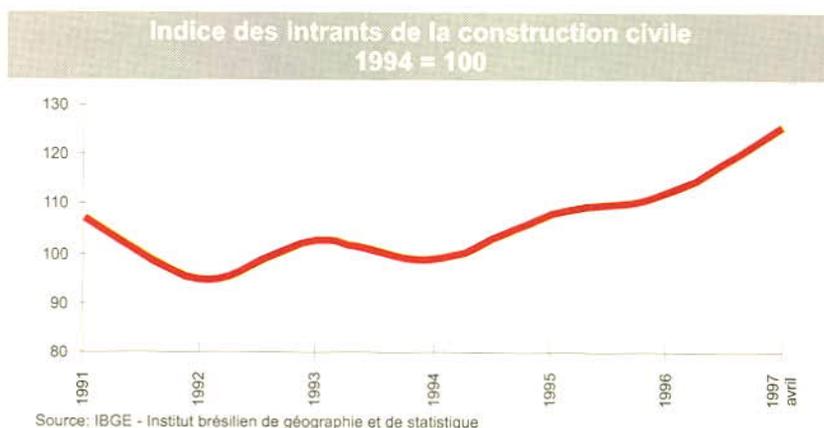
** Association nationale des fabricants de véhicules automobiles.

Le Plan Réal introduit peu à peu de nouveaux produits dans le sac à provisions de la population brésilienne. Le matériel de construction en est un exemple expressif, principalement le matériel destiné à la réparation ou à la construction de maisons que les gens font eux-mêmes.

Si en juillet 1994, un salaire minimum permettait d'acheter environ 12 sacs de ciment, il permet aujourd'hui d'en acheter 22; en conséquence, l'augmentation de la consommation a été significative. Les ventes de ciment de type *portland* en 1996 ont été 38% supérieures au total des ventes de 1994. Près de 80% de la totalité de la production de

l'année dernière a été écoulé vers les détaillants de matériel de construction et 53% a été absorbé par le segment de la construction réalisée par les particuliers eux-mêmes.

La production et la vente du matériel employé dans la construction civile ont progressé considérablement:



Dans le but de stimuler le développement de la construction civile, le gouvernement fédéral a pris d'autres initiatives. Le récent projet de loi au Congrès, établissant de nouvelles règles pour le Système de financement immobilier - SFI - a pour objectif de réduire le déficit immobilier du pays et promouvoir la création d'emplois. Cette loi devrait stimuler la canalisation des capitaux privés à long terme vers ce secteur, notamment ceux d'investisseurs institutionnels, comme est le cas des fonds de pension.

INVESTISSEMENTS

Le taux d'investissements, en tant que participation au PIB, a augmenté également, conséquence d'un horizon plus propice aux prévisions offert par la stabilisation, par la naissance d'un énorme marché consommateur et par les mesures de réduction du coût-Brazil que le gouvernement prend sans relâche. Le taux d'investissement, en tant que pourcentage du PIB, est passé de 14% de la période pré-Real à près de

16% environ au cours du premier trimestre 1997. Mais c'est encore peu pour les besoins du Brésil. D'où la nécessité de la réforme fiscale afin que le gouvernement devienne un épargnant et que le pays investisse plus, créant ainsi plus d'emplois.

Le volume des investissements étrangers directs est passé de 1,3 milliard de dollars entre 91 et 94 à rien de moins que 9,9 milliards en 96. On s'attend à ce qu'il atteigne 15 milliards de dollars en 97.

Pour ce qui est des investissements étrangers directs, les choses ont beaucoup changé depuis le Réal. Le flux de ces investissements vers le Brésil s'est intensifié considérablement.

Alors que la moyenne des entrées liquides entre 1991 et 1994 a été de 1,3 milliard de dollars, en 1995, elle a atteint 4,3 milliards, en 1996, 9,9 milliards, et la prévision pour 1997 est de 15 milliards de dollars. En mai 1997, 6,3 milliards de dollars étaient déjà arrivés dans le pays, dépassant de 69,3% les entrées de 1996 à la même date.

Ce changement est dû à la perception que les investisseurs ont de l'évolution de l'économie. Pour cela ont été décisifs:

- la stabilisation des prix et la récupération de la capacité de planification;
- l'ajustement macroéconomique;
- la continuité du processus d'ouverture commerciale et financière;
- le Programme national de privatisation;
- la libéralisation du point de vue légal: réduction des taux d'imposition et possibilité d'investir dans des domaines auparavant réservés;
- la présence d'un énorme marché consommateur en expansion.

On a également observé une diversification des secteurs qui accueillent ces investissements. L'industrie de transformation qui, en juin 1995 détenait 72,3% du total des investissements reçus, a reçu environ 24% en 1996. Le secteur des services, par contre, qui en détenait 22%, a reçu 62% des entrées de nouveaux capitaux.

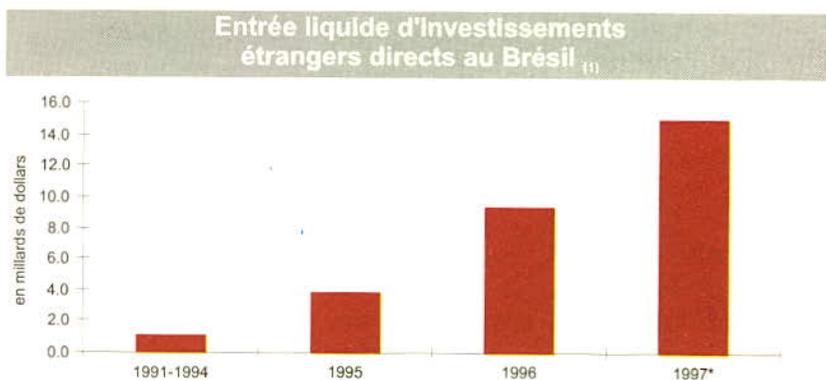
Il y a également eu une modification de la participation des pays investisseurs où se distinguent, entre autres, l'Espagne, le Portugal, le Chili, les Pays-Bas, la Corée du Sud.

Le nombre d'entreprises ayant reçu des investissements annuels inférieurs à 10 millions de dollars n'a pas cessé de progresser et il est passé de 1066 à 2037 entre 1994 et 1996, indiquant une présence plus pulvérisée des investisseurs étrangers, avec des investissements moyens qui, de 516 mille dollars, sont arrivés à 808 mille dollars respectivement.

Les investissements étrangers directs apportent au pays un ensemble d'avantages, parmi lesquels:

- l'incorporation et la dissémination des progrès technologiques;
- le développement de la compétitivité externe et, par voie de conséquence, des exportations;
- la création d'emplois;
- le financement du déficit des opérations courantes grâce à des capitaux qui ont tendance à rester longtemps dans le pays

(1) Opérations en monnaie locale, marchandises et réinvestissements inclus.



Source: Bacen- Banque Centrale du Brésil

(*) Prévision

Dans le but d'encourager de nouveaux investissements, le gouvernement a également entrepris des actions sectorielles comme par exemple la proposition de création du Système de financement immobilier, les Régimes applicables au secteur automobile et l'ensemble des investissements du programme "Brésil en Action", entre autres.

RÉGIMES APPLICABLES AU SECTEUR AUTOMOBILE

Dans le cadre du Régime général applicable au secteur automobile, de nombreux investissements sont envisagés, à plus ou moins longue échéance, pour un total de 19 milliards de réaux, entre 1996 et 1999, distribués parmi 141 projets. L'assemblage de véhicules doit consacrer la plus grande partie de ces crédits à 14 projets, soit 14,8 milliards de réaux. Le secteur des machines agricoles devra investir 0,6 milliard de réaux dans 15 projets, alors que celui des pièces détachées partagera 3,6 milliards entre 112 nouveaux projets.

Les investissements prévus pour 96/99 atteignent 21,7 milliards distribués sur tout le Brésil.

Dans le cadre du Régime spécial du secteur automobile pour le Nord-Est/Nord/Centre-Ouest, il est prévu que 25 entreprises investiront un total de 2,8 milliards de réaux.

BRÉSIL EN ACTION

Afin d'assurer à la société brésilienne la mise en place d'un nouveau modèle de développement compatible avec la multiplication des opportunités, face à la stabilisation de l'économie, le gouvernement a lancé le programme "Brésil en Action". Il s'agit d'un ensemble de 42 projets d'investissements, orientés exclusivement vers les domaines de l'infrastructure et du développement social, par lequel 54,3 milliards de réaux seront investis entre 1997 et 1998.

Le programme "Brésil en Action" consiste en un ensemble de projets orienté vers la double tâche d'intégrer de façon compétitive le pays à l'économie mondiale et de progresser dans l'effort de surmonter les inégalités.

Les projets ont été sélectionnés en fonction de leur capacité de viabiliser de nombreux autres investissements qui assureront le dynamisme de la croissance économique au cours des prochaines décennies. La caractéristique de ces projets est qu'ils sont liés par un rapport étroit de complémentarité et de synergie pour un développement régional équilibré. Ils forment un ensemble orienté vers la double tâche d'intégrer de façon compétitive le pays à l'économie mondiale et de progresser dans l'effort de surmonter les inégalités.

L'étude des projets d'infrastructure montre un solide ensemble d'investissements en matière de transport, d'énergie et de communications; ils ont été choisis en fonction de la répercussion qu'il pourraient avoir sur la réduction du coût Brésil, de leur capacité de catalyser les ressources du secteur privé et aussi pour contribuer à égaliser les chances des régions qui se disputent des capitaux productifs. La localisation de ces investissements a tenu compte de ce qu'on a convenu d'appeler les Axes d'intégration et de développement national. Au nombre de six, ces axes représentent une manière de réorganiser l'espace brésilien dans la perspective d'intégrer des régions encore peu peuplées ou déprimées aux plus dynamiques du pays et d'assurer leur articulation avec les marchés internationaux.

Dans le secteur des transports, "Brésil en Action" présente quatre orientations: le modèle intermodal, la décentralisation du réseau fédéral, l'intégration continentale et la privatisation des opérations portuaires. Des investissements sont prévus pour 7.200km du réseau hydrographique navigable, dont 2.250km du complexe Araguaia/Tocantins/Rio das Mortes, 1.056km du fleuve Madeira, 1.371km du fleuve São Francisco et 2.400km du complexe Tietê/Paraná/Paranaíba. Outre ces investissements, le programme prévoit d'augmenter de plus de 1.000km la capacité du principal axe d'intégration du Mercosul le long des régions sud-est

et sud, ainsi que la restauration de 13 mille kilomètres de routes afin de les intégrer au réseau entre États. Des investissements dans les ports de Pecém, Suape, Sepetiba et Santos sont destinés à combler les actuelles lacunes du système portuaire brésilien et à consolider ainsi la logistique du transport dont le pays a besoin pour introduire définitivement, dans une position favorable, toutes ses régions dans le marché international.

Axes nationaux d'intégration et de développement

-  Ouest
-  Centre-est
-  Sorties nord vers Caraïbes - Route BR 174
-  Côtière du Nord-Est
-  Paraguay-Paraná
-  Côtière du Sud
-  Transnordestine
-  Sortie nord vers les Caraïbes - Rote BR 174
-  Frange frontalière
-  São Paulo
-  São Francisco



Le secteur des Communications a été inclus dans le programme avec un vaste ensemble d'investissements prévus pour l'expansion et la modernisation des services de télécommunications et de la Poste. Ces projets devront être réalisés par des entreprises publiques et privées, dans le cadre du nouveau modèle institutionnel de concession de services, qui prévoit la privatisation du système avant fin 1998. Outre la nouvelle Loi générale des Télécommunications, le pas le plus important dans cette voie a été donné au premier semestre 1997 par l'inauguration du programme de concessions pour l'exploitation du Service de téléphonie mobile Fréquence B. Ces reformulations institutionnelles n'ont toutefois pas empêché le Système Telebrás d'investir massivement dans le développement et l'amélioration des services de la téléphonie fixe et mobile. Au cours de la seule année 1996, 3 millions de nouveaux termi-

naux conventionnels et mobiles ont été installés, ce chiffre devant passer cette année à 5,2 millions.

Dans le domaine de l'énergie, "Brésil en Action" s'est concentré sur les projets qui visent à viabiliser les modifications qui moderniseront le profil énergétique brésilien. Il s'agit d'investissements dans le système de transmission de l'énergie qui, dans un premier temps, resteront entre les mains du gouvernement, comme une manière d'assurer la régulation, essentielle après la privatisation, du secteur électrique brésilien. Ce sont des projets qui modifieront progressivement la matrice énergétique actuelle en introduisant l'exploitation du gaz dans la production d'énergie.

Quant à l'ampliation du système de transmission, il faut mentionner: le système associé de l'usine hydroélectrique de Xingó qui desservira la région nord-est; la ligne de transmission de Tucuruí qui desservira la région ouest du Pará-Altamira, Itaituba e Santarém; et enfin la liaison entre eux des systèmes nord/nord-est et sud/sud-est/centre-ouest.

Les principales entreprises de "Brésil en Action" dans le domaine du gaz sont le gazoduc Bolivie-Brésil et le projet d'écoulement du gaz naturel d'Urucu, dans la région amazonienne. Le gazoduc Bolivie-Brésil fournira du gaz naturel dès décembre 1998. Cela permettra au gaz bolivien de venir s'ajouter au gaz national pour satisfaire les besoins des régions sud-est, sud et centre-ouest, qui disposeront, alors, d'une énergie propre et très efficace.

S'inspirant des principes de décentralisation, participation du secteur privé et coopération entre État fédéral, États et municipalités, les projets d'assainissement, d'habitation et de santé visent à associer la généralisation de l'accès aux soins avec l'amélioration de leur qualité. Le gouvernement s'est fixé pour but de desservir en eau, dès 1998, 100% de la population urbaine et d'en équiper 80% en égouts. Les programmes en matière d'habitation se concentrent sur les familles qui gagnent jusqu'à 5 salaires minimums, segments de revenu qui ne seraient pas tou-

chés par les nouvelles règles de marché qui seront appliquées par le Système financier immobilier. Les actions dans le domaine de la santé ont été sous-divisées d'après deux centres d'attention. Le premier est orienté vers la récupération de la capacité installée et de la consolidation administrative du Système unique de Santé - SUS, ainsi que vers le développement du modèle pionnier de soins, "Santé et Communauté", à partir de l'engagement d'agents communautaires de santé et de la valorisation de la pratique de la santé familiale. Le second, tourné vers les soins materno-infantiles, grâce à un ensemble d'actions, a pour but de réduire la mortalité infantile de 50% avant 1999.

Pour faire face au problème crucial de l'offre d'emplois, le grand défi de la fin du siècle, "Brésil en Action" a sélectionné un ensemble de projets focalisés sur la création d'emplois et de revenus et sur l'éducation professionnelle.

Mettant en évidence l'instruction fondamentale, les projets en matière d'éducation visent à valoriser l'enseignement, à former les professeurs et à faire face aux problèmes actuels de l'école, en décentralisant radicalement les ressources orientées vers l'amélioration de la gestion et de l'éducation.

Les actions destinées à stimuler l'agriculture familiale et la réforme agraire, une des premières priorités de ce gouvernement, ne sont pas négligées par "Brésil en Action". Jusqu'à maintenant, 117 mille familles ont déjà été installées, 42% du total de 280 mille qui seront concernées avant 1999.

Le domaine des ressources hydriques, spécialement l'irrigation, a été choisi en fonction de son importance pour la production agricole et pour la résolution des problèmes des régions défavorisées, comme le Nord-est semi-aride. L'augmentation significative de la quantité d'eau disponible, sa gestion correcte, associées à l'intensification de l'agriculture irriguée, permettront à la région semi-aride de rompre cette situation de retard où elle se trouve par rapport à d'autres. Par l'implantation d'un nouveau modèle d'irrigation, fondé sur la participation de l'initiative privée, on cherche à multiplier les investissements productifs et à

perfectionner l'exécution et la gestion des projets d'irrigation. Les résultats se font déjà sentir. Aux 298 mille hectares déjà irrigués en 1996, 118 mille seront ajoutées pour la seule année 1997.

BRÉSIL EN ACTION

Distribution des ressources par domaines (1997 - 1998)	en millions de R\$
Infrastructure	24.687,8
Social	29.671,9
Total	54.359,7
Valeur totale des projets par secteur (1997 - 1998)	en millions de R\$
Transport	4.640,8
Énergie	3.429,0
Communications	16.618,0
Agriculture	10.324,9
Tourisme	201,0
Habitation	5.176,6
Assainissement	2.664,7
Santé	2.382,8
Éducation	1.783,0
Emploi	7.138,9
Total	54.359,7

LA QUESTION RÉGIONALE

La stabilité monétaire apportée par le Plan Réal a remis au premier plan le thème du développement économique du pays. C'est dans ce contexte que la question régionale brésilienne acquiert de nouvelles perspectives.

Les investissements se déplacent aussi, décentralisant les opportunités d'emploi.

Nous avons hérité du passé de profondes inégalités de revenu, des contrastes entre

indicateurs sociaux des différentes régions du pays et une grande concentration de l'activité économique dans la Région centre-sud, dans un contexte d'économie fermée, peu intégrée au reste du monde, avec d'importantes protections des producteurs nationaux et des contrôles excessifs du capital étranger.

L'ouverture économique ayant entraîné une élévation des critères de compétitivité, la stimulation de l'apport de capital étranger et une nécessité de s'intégrer aux marchés extérieures, on constate une amélioration des niveaux d'investissements productifs privés, et même, comme nous l'avons vu, le retour du Brésil au club des pays recevant des parts croissantes du flux mondial d'investissements étrangers directs.

Contrairement aux prévisions pessimistes qui prévoyaient une nouvelle étape de concentration régionale de l'activité économique dans la Région centre-sud du Brésil, qui engloberait Belo Horizonte e Porto Alegre dans le meilleur des cas, une grande partie des nouveaux investissements recherchent de nouvelles régions, pas seulement dans le centre-sud mais dans divers États dits périphériques, tels que Bahia et le Ceará, au Nord-Est ou encore Goiás et le Mato Grosso dans le Centre-Ouest.

On assiste à un mouvement significatif de "remplacement" des installations industrielles productives du secteur des biens de consommation (textile, confections, etc.), installées auparavant dans des régions plus développées et qui émigrent vers des États situés dans des zones moins développées comme le Ceará ou le Maranhão.

On constate aussi dans le secteur automobile (voitures, motocyclettes, camions, pièces détachées, etc.) qui représente une tranche importante de la production industrielle nationale, l'arrivée vigoureuse de nouveaux fabricants qui vont s'installer dans des régions où ce type d'activité n'existait pas auparavant, comme le Nord-Est et le Centre-Ouest. Il est prévu que 25 entreprises du secteur automobile investissent dans ces régions un total de 2,8 milliards de réaux.

INVESTISSEMENTS PRÉVUS* DANS LE SECTEUR AUTOMOBILE BRÉSIL - 1997

RÉGION/ÉTAT	MONTANT (EN MILLIONS DE US\$)
Région nord	
Acre	13,5
Tocantins	31,8
Région centre-ouest	
Goiás	464,4
Brasília	22,5
Région nord-est	
Ceará	166,0
Piauí	38,0
Paraíba	339,7
Pernambuco	27,5
Bahia	1.450,2
Nord-est	200,0
Régions sud et sud-est	19.022,9
Total	21.776,5

Source: Ministère de l'Industrie, du Commerce et du Tourisme

(*) Les programmes de ces investissements ont déjà été approuvés par le MIC ou acceptés comme pouvant adhérer au Régime applicable au secteur automobile défini par la Loi 9440/97 (régions N, NE et CO)

De nouvelles frontières de développement des activités agropastorales, agro-industrielles et de minération sont en train de s'affirmer, comme c'est le cas de l'accroissement de la production de grains dans le Centre-Ouest et le Nord-Est ou de la culture irriguée d'arbres fruitiers dans le Nord-Est.

Certains de ces changements avaient, d'une certaine façon, été prévus par le gouvernement fédéral qui, lors de l'élaboration du Plan pluriannuel 1996/99 devenu ultérieurement le programme "Brésil en Action", réintroduisit dans la planification une mention expresse sur la dimension régionale du développement, en adoptant la conception des axes nationaux de développement et d'intégration. En présentant un en-

semble de grands projets d'investissements basés sur l'infrastructure, le gouvernement a contribué à faire reprendre confiance dans l'économie brésilienne et à orienter les investissements privés actuellement en phase de récupération.

EMPLOI ET SALAIRE

Les nouveaux défis de la globalisation, parmi lesquels se distinguent celui de l'emploi, obligent le gouvernement à rechercher inlassablement des solutions. La politique du gouvernement en la matière se fonde sur quatre orientations principales:

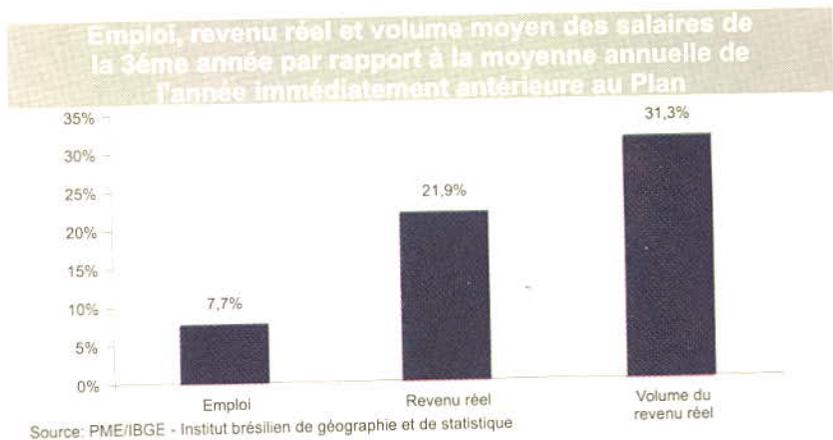
- a) aide aux secteurs qui ont une grande capacité de création d'emplois; et
- b) programmes de création d'emplois et de revenus au moyen d'avantages accordés aux petites et moyennes entreprises;
- c) programmes d'entraînement et de spécialisation des travailleurs; ainsi que
- d) encouragement à la négociation collective entre employés et employeurs.

Dans le cadre du "Brésil en Action", en 1996, plus de 1,1 million de travailleurs ont suivi des cours de spécialisation et de recyclage professionnel et il est prévu que, vers la fin 1998, ils seront près de 4,3 millions. D'autre part, en 1996, près de 5,5 milliards de réaux ont été consacrés à des petits investissements productifs créateurs d'emplois qui devraient recevoir 6 milliards en 1997. Le résultat de cet effort et de "l'effet revenu" est qu'on estime qu'en 1996 plus de 500 mille emplois directs ou indirects ont été conservés ou créés et les prévisions pour 1997 sont encore supérieures: 800.000 emplois. D'autres actions sont entreprises avec succès dans ce domaine comme par exemple le Programme de lutte contre le travail esclave, le travail de l'enfant et autres formes dégradantes de travail et le Programme d'amélioration des conditions et de l'environnement du travail. L'effort conjoint de plusieurs ministères dans la lutte contre le travail de l'enfant dans des conditions

dégradantes a eu un énorme succès en peu de temps: 30 mille enfants ont déjà quitté le travail dans les charbonnières et les champs de canne-à-sucres pour retourner à l'école, grâce au Programme Brésil Enfant-Citoyen.

De plus, des mesures ont été prises, accordant une plus grande marge à la négociation entre employés et employeurs afin de désindexer progressivement les salaires. Il faut également souligner la publication de la mesure provisoire permettant la participation des travailleurs aux bénéfices et aux résultats des entreprises, innovations qui renforcent et facilitent les négociations de salaires.

D'après les informations du service de sondage mensuel sur l'emploi (PME) de l'Institut brésilien de géographie et de statistique (IBGE), depuis le début du Plan Réel, 1.151 mille nouveaux emplois ont été créés dans les six principales régions urbaines brésiliennes.



Le taux de chômage est resté faible la troisième année du Réel, à une valeur pratiquement équivalente à celle de l'année immédiatement antérieure à sa mise en place. Le taux de chômage au Brésil est relativement bas comparé avec celui des pays industrialisés et des économies de l'Amérique latine.

BRÉSIL
ÉVOLUTION DU TAUX DE CHÔMAGE (EN %)

Année	Taux
1992	5,76
1993	5,31
1994	5,06
1995	4,64
1996	5,42

Source: IBGE-Institut brésilien de géographie et de statistique

TAUX DE CHÔMAGE URBAIN - 1996
COMPARÉ À D'AUTRES PAYS

Pays	en %
Allemagne	10,4
Argentine	17,2
Chili	7,2
Espagne	22,7
États-Unis	5,4
France	12,4
Italie	12,1

Source: FMI et CEPAL (Centre d'études pour l'Amérique latine)

D'autre part, le revenu moyen, comme le volume du revenu des travailleurs, les deux en termes réels, ont augmenté sensiblement plus que le Produit intérieur brut pendant la période du Réal: 21,9% et 31,3% respectivement. Ces résultats montrent combien la participation des salaires au revenu total du pays a progressé.

On constate une plus grande participation des salaires au revenu total du pays.

Le salaire minimum n'a pas été oublié. Contrairement au passé où des augmentations irréalistes n'arrivaient pas à se maintenir en raison du processus inflationnaire qui entraînait sa détérioration rapide, le salaire minimum fait l'objet d'une ferme politique de récupération, ayant été fixé en mai de cette année à R\$ 120,00, valeur supérieure de 21,3%, en termes réels, à sa valeur de juillet 1994.

**MOYENNE ANNUELLE DU SALAIRE
MINIMUM RÉEL - 1980 À 1996**

Année	(US\$)*
1980	75,32
1981	86,92
1982	89,98
1983	62,71
1984	51,52
1985	50,58
1986	56,30
1987	52,77
1988	58,20
1989	75,56
1990	75,44
1991	75,93
1992	64,92
1993	74,93
1994	74,30
1995	99,19
1996	107,41

(*) Au taux de change mensuel moyen.

SOURCE: Banque Centrale du Brésil;

élaboration: IPEA/DIPES (Institut de recherches économiques appliquées)

III - LE SECTEUR AGROPASTORAL

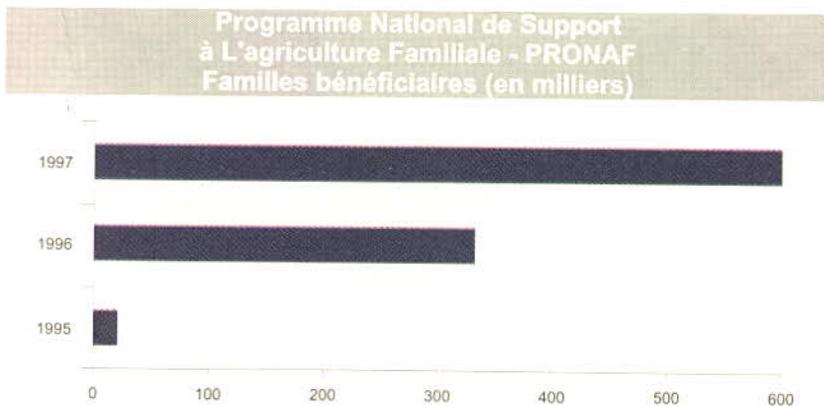
L'agriculture et l'élevage ont eu une contribution décisive dans la création d'emplois productifs en réduisant les migrations, en produisant un revenu sur des bases durables et en réduisant les inégalités sociales et régionales. C'est en toute conscience que le gouvernement fédéral a pris une série de mesures

Le Brésil assure un nouveau record de production

destinées à stimuler ce secteur en supportant l'agriculture familiale, en perfectionnant les instruments de financement et de commercialisation, en améliorant l'infrastructure du secteur, en assurant le support scientifique et technologique et en contribuant à l'insertion de ce secteur dans le marché international. Le texte qui suit présente quelques unes des principales mesures prises ces trois dernières années ainsi que les résultats obtenus.

PROGRAMME NATIONAL DE SUPPORT À L'AGRICULTURE FAMILIALE - PRONAF

Le Programme national de support à l'agriculture familiale a pour objectif de supporter l'unité familiale productrice en réduisant la pauvreté en milieu rural, en créant des occupations productives et en améliorant le revenu de la campagne, évitant ainsi l'exode rural. En 1996, 650 millions de réaux ont été dépensés pour aider 333 mille familles alors qu'en 1995, les dépenses du PRONAF s'étaient montées à 36 millions de réaux pour 19 mille familles. Il y a donc eu une augmentation significative et la prévision pour 1997 est que les dépenses devraient atteindre 1,5 milliard de réaux pour 600 mille familles. La réduction des taux de prêts dans le cadre de ce programme a été notable, passant de 11,7% à 2%.



PERFECTIONNEMENT DES INSTRUMENTS DE FINANCEMENT ET DE COMMERCIALISATION

Dans ce domaine, il faut souligner la titrisation de la dette rurale qui a bénéficié près de 350 mille agriculteurs, dans leur grande majorité de petite et moyenne envergure. Cette mesure a été essentielle pour sortir le secteur de la crise dans laquelle il se trouvait et a mobilisé des ressources de l'ordre de 7 milliards de réaux.

Dans le cadre du financement, le gouvernement fédéral a adopté plusieurs mesures visant à augmenter le volume des ressources destinées aux activités liées à "l'agrobusiness". La mesure "63 caipira" a été introduite qui, en facilitant le financement externe, a permis au secteur de capter 5,3 milliards de dollars en 1996. On a aussi cherché à augmenter les financements par des crédits nationaux en faisant passer de 17% à 25% le pourcentage d'exigibilités bancaires qui doit être obligatoirement investi dans le secteur agricole. De plus, les opérations de crédit comprenant des Notes du producteur rural et des Titres de crédit rural ont vu leur taux d'IOF (impôt sur les opérations financières) ramené à zéro. Dans le cas du Proagro, l'IOF a été réduit de 57% en moyenne.

Dans le domaine fiscal, il faut souligner que les exportations ont été dispensées d'ICMS (impôt sur la circulation des marchandises et des services), ce qui a représenté un gain potentiel de rentabilité de l'ordre

de 13% pour les produits de base et de 6% pour les semi-manufacturés. Les conditions de remboursement du PIS/COFINS (programme d'intégration sociale/contribution au financement de la sécurité sociale) ont récemment été élargies, ce qui représente une réduction des coûts de 5,3% sur les exportations d'origine agro-industrielle.

De nouveaux mécanismes ont aussi été créés pour faciliter la commercialisation des produits agricoles, principalement pour les contrats à options pour le maïs, le riz, le coton et le blé. Ces mécanismes fonctionnent comme une assurance sur les prix, moyennant le paiement d'une prime, et ils évitent aussi qu'il y ait transfert des marchandises au gouvernement.

PLAN DE RÉCOLTE

Chaque Année-Récolte le gouvernement fédéral, par l'intermédiaire du Ministère de l'Agriculture, améliore ses mécanismes de soutien au producteur brésilien. *Le Plan de Récolte 97/98*, par exemple, apporte d'importants changements.

D'abord, le gouvernement a avancé l'annonce des nouvelles règles, permettant à l'agriculteur de planifier et d'exécuter ses activités.

Certaines des principales revendications des producteurs agricoles ont aussi été satisfaites. Pour la récolte 97/98, les intérêts ont été fixés à 9,5% l'an, inférieurs aux 12%^{an} déterminés pour la récolte précédente (dans le cas du PRONAF, les taux sont passés de 9% à 6,5%). De plus, les ressources mises à disposition des financements ont augmenté de 60%, pour atteindre 8,5 milliards de réaux (dans le cas du PRONAF, les ressources disponibles ont augmenté de plus de 100% pour atteindre 1,65 milliard de réaux).

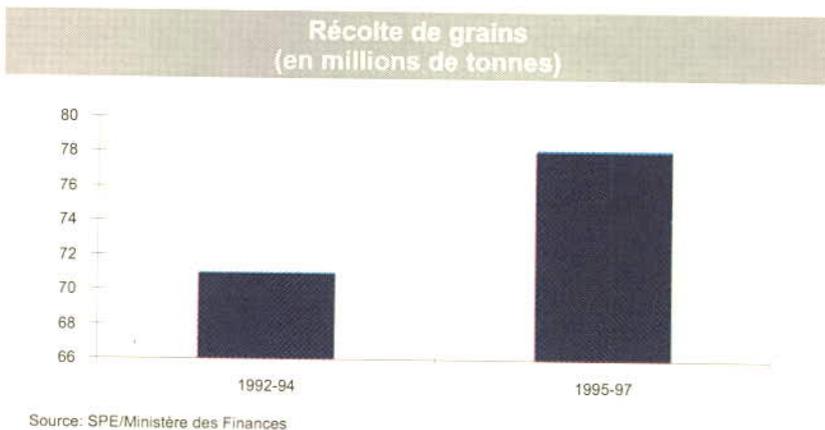
AMÉLIORATIONS DE L'INFRASTRUCTURE DU SECTEUR

Pour ce qui est des améliorations de l'infrastructure, il faut souligner les gains en efficacité apportés par la privatisation des voies ferrées, ainsi que le développement de nouvelles voies d'écoulement de la production par les fleuves Madeira, Tocantins-Araguaia, Paraguay-Paraná et São Francisco, qui va permettre la réalisation de nouveaux investissements. Il s'agit là d'une transformation de la logistique des

transports, qui suscite une réorganisation des activités économiques sur tout le territoire national et qui confirme la situation de nouveau pôle de production agropastorale de la région centre-ouest.

RÉSULTATS

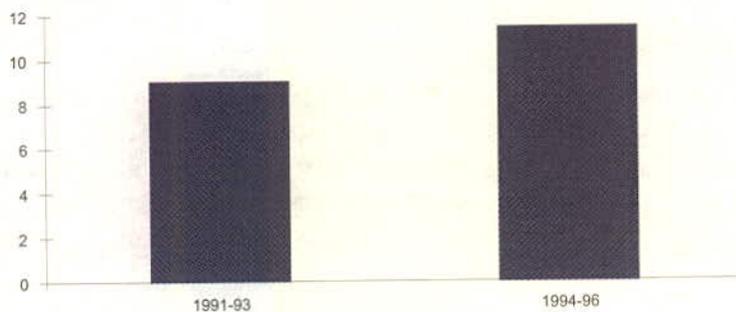
La production moyenne de grains au cours des trois premières années du Réal a atteint près de 78 millions de tonnes, ce qui a représenté un progrès de 10% sur la moyenne des trois années qui ont précédé le lancement du Plan. De ce fait, et malgré la mauvaise récolte 1996, le niveau de production annuelle de près de 80 millions de tonnes de grains s'est confirmé.



L'augmentation de la production agricole a été fondamentale pour maintenir la normalité de l'approvisionnement interne en contribuant à la stabilité du prix du panier de la ménagère. D'autre part, l'agriculture a réussi à produire des excédents pour l'exportation, vu que le montant des exportations de produits de base a été de 11 milliards de dollars en moyenne les trois premières années du Réal, pour 9 milliards de la période 1991/93, soit une augmentation de l'ordre de 27%.

Les données figurant ensuite confirment non seulement la capacité d'entreprendre et la capacité de réponse de nos agriculteurs, mais également l'adéquation des politiques qui ont été adoptées.

**Exportations de produits de base
(en milliards de dollars)**

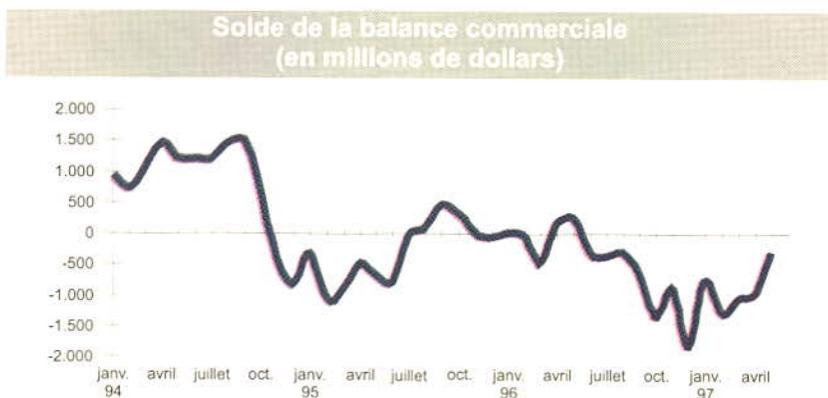


Source: Ministère de l'Industrie, du Commerce et du Tourisme

IV - BALANCE COMMERCIALE

La balance commerciale montre une réduction progressive des déficits mensuels.

Les recettes des exportations ont enregistré une hausse constante, moindre dans certains secteurs, plus importantes dans d'autres, comme par exemple le soja et les chaussures, résultat de mesures prises par le gouvernement en matière, entre autres, de crédit et de fiscalité.

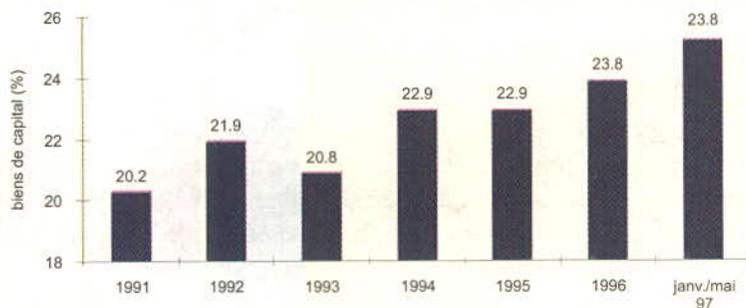


Source: MICT - Ministère de l'Industrie, du Commerce et du Tourisme

De même, la croissance des importations se doit, pour une grande part, à l'augmentation d'acquisitions de biens de capital et elle est extrêmement importante aussi bien pour la restauration de la compétitivité du produit national que pour la rénovation du parc productif. Comme le montre le graphique qui suit, la participation de ces importations dans la totalité va en augmentant, principalement depuis le Plan Réel et elle se doit aux investissements productifs, effectués en raison de la stabilité des prix et de la perspective de croissance économique. En acquérant

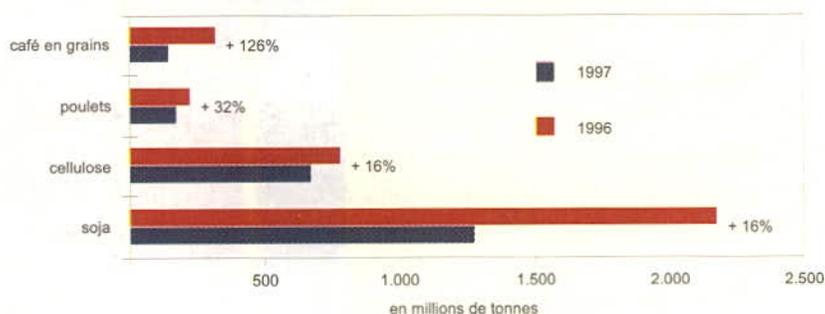
machines et équipements, le Brésil assimile les technologies de pointe du marché international et retrouve sa capacité productive.

Participation (%) aux importations des achats de biens de capital



Essentiellement en raison des mesures prises par le gouvernement, on a assisté à une forte augmentation du volume des exportations de café en grains, de poulets, de cellulose et de soja. Outre l'accroissement de ce volume, le solde des exportations a également bénéficié de l'élévation des prix internationaux de *commodities*, principalement du café et du soja.

Exportations janv./avril/96



V - RÉDUCTION DU "COÛT-BRÉSIL"

Une véritable mobilisation pour surmonter les obstacles et les étranglements qui entravent la croissance et la compétitivité de l'économie brésilienne: tel est l'effort collectif entrepris par divers organes du gouvernement pour ce que nous appelons l'affrontement du coût-Brésil.

Les groupes d'actions déjà entreprises sont au nombre de trois: actions destinées à encourager les exportations, réduction des coûts d'infrastructure et allègement direct des coûts des investissements.

ACTIONS DESTINÉES À ENCOURAGER LES EXPORTATIONS

Parmi les actions spécifiques et directes prises en faveur des exportations brésiliennes, il faut signaler:

1. Allègement fiscal, grâce à la disparition de l'ICMS(Impôt sur la circulation des marchandises et des services) des produits primaires et semi-manufacturés exportés, responsables pour rien de moins que 40% du total des exportations brésiliennes, et également grâce à la disparition du PIS/PASEP(Plan d'assistance sociale/Programme de formation du patrimoine des fonctionnaires) et du COFINS(Contribution financière à des fins sociales), qui influaient sur les matières de base utilisées dans la production des biens exportées ou vendues sur le marché intérieur à une entreprise exportatrice.
2. Règlements de l'assurance crédit à l'exportation afin de protéger les exportations brésiliennes de biens et de services des risques commerciaux, politiques et extraordinaires qui pourraient affecter les transactions économiques et financières liées à des opérations de crédit à l'exportation. Dans le cas

de difficultés avec l'importateur du produit brésilien, le marché exportateur est "protégé" par l'assurance.

3. Financement à l'exportation et réduction du coût du capital englobant les actions suivantes: a) une vaste reformulation du Programme de financement à l'exportation (PROEX), incluant une ampliation de la liste des produits concernés par le programme, et une extension du financement à la phase de production, entre autres, afin de le rendre plus attrayant et plus efficace. Alors que l'État a déboursé 82 et 115 millions de dollars en 1995 et 1996 respectivement, il est prévu qu'en 1997, 1 milliard de dollars y soient consacrés; b) la restructuration de grande envergure de la BNDES (Banque nationale de développement économique et social), afin d'en faire une pièce importante du financement aux exportations brésiliennes. À cet effet, la Banque a créé une ligne de financement d'un milliard de réaux à l'intention de certains secteurs comme, entre autres, celui des chaussures, pièces détachées pour voitures, confection et meubles, et la durée du financement à l'exportation de biens de capital, par la Finamex - ligne de financement à l'exportation de la propre BNDES - est passée à 10 ans; c) l'exemption d'IOF (impôt sur les opérations financières) des crédits qu'une entreprise exportatrice capte sur le marché extérieur.
4. D'autres mesures encore, comme la création de ce qu'on appelle les "ports secs", qui, en permettant que les démarches douanières soient faites dans les régions productrices, ont soulagé les ports et les aéroports, engendrant une économie de temps et d'argent.

RÉDUCTION DES COÛTS DE L'INFRASTRUCTURE

Les actions générales de réduction des coûts de l'infrastructure ont tendance à "contaminer" de manière positive tous les secteurs de l'économie et, bien sûr, les exportations. Dans ce groupe on peut inclure les initiatives suivantes:

1. modernisation de la gestion de la main-d'oeuvre portuaire;

2. simplification des tarifs portuaires qui sont déjà passés de 18 à 7.

Par la seule concession du port de Santos au secteur privé, on estime que le coût de la manutention d'un container passera de R\$ 500,00 à R\$ 150,00.

3. accélération du processus de concessions, de louage, de privatisations et, en particulier, la disparition des monopoles d'État dans des domaines essentiels de l'infrastructure, privés d'investissements, tels que voies ferrées, ports, télécommunications, électricité, routes et voies fluviales. Sur ce point, il faut souligner que des résultats sont déjà tangibles. La concession de la gestion de la téléphonie mobile au secteur privé va réduire, de manière importante, les prix au consommateur. Dans le District fédéral où l'entreprise qui a remporté l'appel d'offre est déjà connue, le prix de la ligne passera de R\$ 330,00 à R\$ 158,00. Le prix des communications baissera de 30% en moyenne. Les entreprises, quant à elles, profiteront de la diminution expressive des coûts des services portuaires. Par la seule concession du port de Santos au secteur privé, on estime que le coût de la manutention d'un container passera des R\$ 500,00 actuels à R\$ 150,00. De même, grâce à la conclusion, sous peu, de la privatisation des voies ferrées, on estime que les investissements dans ce secteur connaîtront une forte expansion pour arriver, d'après certaines prévisions, aux alentours de 4 milliards de réaux. L'engagement pris envers les entreprises qui se sont portées acquéreuses des voies ferrées est de garantir une réduction d'au moins 40% du nombre d'accidents les 5 premières années d'exploitation. Enfin,, le coût du transport de grains jusqu'à Rotterdam devraient passer de R\$ 105,00 à R\$ 70,00 la tonne grâce à l'investissement réalisé dans le complexe hydrographique Madeira (Amazônia).

RÉDUCTION DES COÛTS DIRECTS DES INVESTISSEMENTS

Dans cette ensemble d'initiatives pour la réduction du coût-Brésil, il faut inclure les efforts d'allègement direct des coûts des investissements. Parmi ces efforts, il faut souligner:

1. abaissement à zéro du taux de taxation des importations de biens de capital, d'informatique et de télécommunications, ainsi qu'exemption d'IPI (impôt sur les produits industrialisés) dans le cas d'acquisition de biens de capital, qu'ils soient importés ou nationaux;
2. allègement et simplification des impôts; cotisations des petites et moyennes entreprises par l'intermédiaire du SIMPLES (système intégré de paiement d'impôts et de cotisations des petites et moyennes entreprises);
3. réduction des taux de l'impôt sur le revenu des personnes juridiques (IRPJ) de 25% à 15% et de la contribution sociale sur le bénéfice net (CSLL) de 10% à 8% pour toutes les entreprises et de 23% à 18% pour les institutions financières et les compagnies d'assurances;
4. révision à la baisse des calculs du taux d'intérêt à long terme (TJLP) qui régit les prêts du BNDES (Banque nationale de développement économique et social);
5. autorisation de capter des ressources à l'étranger pour financer des investissements de la production agropastorale et des complexes industriels liés à ce secteur, ainsi que réduction du taux d'intérêt pour le financement de la récolte 1996/1997.

Si jusque récemment la réduction du coût-Brésil se limitait à des intentions, aujourd'hui, 3 ans après le début du Plan Réal, il reste, c'est vrai, beaucoup à faire, mais nous avons à notre actif un grand nombre de réalisations.

VI - COMPTES PUBLICS

De tous les défis au maintien du réel, celui qui demande le plus d'attention est sans aucun doute le déficit public. C'est au moyen d'un véritable ajustement fiscal, non seulement dans le cadre du gouvernement mais aussi dans les autres sphères - États et municipalités - que peuvent se renforcer les bases nécessaires à une croissance économique et sociale durable à moyen et long terme, sans pression inflationniste.

Le résultat de toutes les mesures, associé au comportement des taux d'intérêt, commence à apparaître sur les principales statistiques qui affichent un résultat positif.

Comme il est impératif que les comptes publics soient réorganisés pour encourager l'épargne et les conditions de financement des investissements et la création d'emplois qui en découlent, le gouvernement est en train de faire de persistents efforts pour atteindre l'équilibre fiscal.

Avant juillet 1994, certaines mesures étaient prises, dont la création du Fonds social d'urgence - FSE (rebaptisé ensuite Fonds de stabilisation fiscale - FEF). L'objectif du FEF est de permettre un désengagement provisoire des recettes jusqu'à ce que, une fois les réformes constitutionnelles approuvées, le gouvernement puisse administrer plus efficacement les fonds publics.

Toutefois, les actions du gouvernement fédéral ne se sont pas limitées à la création et à la prorogation du FEF, ni à la mobilisation pour l'approbation des réformes. Quelques unes des principales mesures adoptées ces trois dernières années dans le but de limiter le déficit public sont présentées ci-dessous. Outre ces mesures, il faut souligner l'effort réalisé pour accélérer les privatisations aussi bien à niveau fédéral qu'à celui des États.

ACTIONS DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL DANS SA LUTTE CONTRE LE DÉFICIT PUBLIC

Au niveau de l'État:

- Reformulation des directives de programmation budgétaire et financière, permettant d'adapter le budget à l'exécution financière;
- Élaboration, par chaque organe de l'État, d'une prévision de dépenses pour la totalité de l'exercice concerné;
- Programmation détaillée des dépenses au niveau du projet et de l'activité;
- Contrôle des frais de personnel au moyen de plusieurs mesures ponctuelles, dont l'amélioration du contrôle des paiements des salaires;
- Amélioration du système fiscal par des modifications de la législation de plusieurs impôts, dont l'IRPJ(impôt sur le revenu des personnes juridiques) et le CSLL(contribution sociale sur le bénéfice net);
- Création du Programme "Brésil en Action" visant à améliorer l'allocation des ressources budgétaires et donnant priorité aux investissements considérés essentiels au progrès économique et social;
- Adoption de plusieurs mesures dans le domaine de la Sécurité sociale visant à augmenter la perception et le contrôle des dépenses. Il faut souligner les modifications des conditions des retraites spéciales;

Au niveau des États fédérés et des municipalités:

- Autorisation à la Caisse d'Épargne de l'État('Caixa Econômica Federal') de financer les États en difficultés financières, sous condition d'un ensemble de mesures d'ajustement fiscal;
- Adoption de mécanismes d'assainissement des institutions financières des États, en vue de leur privatisation ou de leur transformation en agences de développement;
- Refinancement des dettes des États à l'aide du Programme de soutien à la restructuration et à l'ajustement fiscal des États. Ces programmes stimulent la perception et disciplinent les dépenses publiques ainsi que la réduction graduelle du niveau d'endettement de l'État,

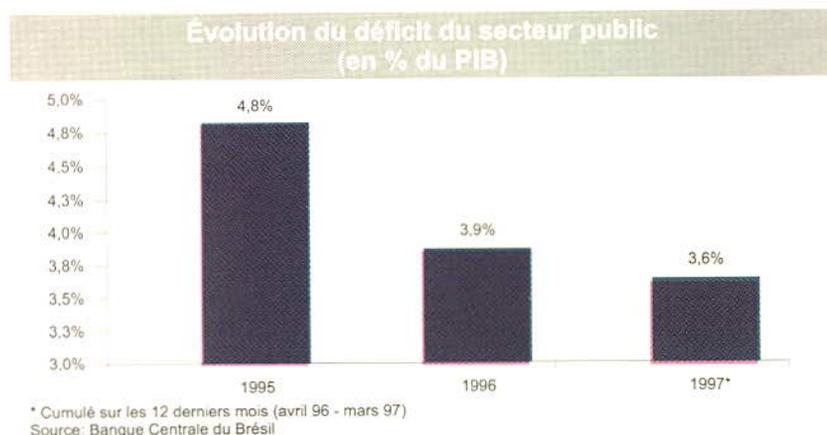
au moyen de programmes de privatisation et de concessions de services publics.

Au niveau des entreprises fédérales nationalisées:

- Effort de contrôle des dépenses courantes;
- Contrôle ferme des négociations salariales;
- Interdiction de mesures visant à augmenter les transferts de fonds des entreprises à leur propre caisse de prévoyance;
- Aliénation des actifs improductifs dont les ressources sont destinées à la réduction de l'endettement ou à des investissements dans des domaines productifs.

Résultats

Le résultat de toutes ces mesures, associé au comportement des taux d'intérêt des titres publics, commence à se faire sentir sur les principales statistiques fiscales. D'après la Banque Centrale, le déficit opérationnel du secteur public, qui était de 4,8% du PIB en 1995, est en train de baisser graduellement. Il a fini l'année de 1996 à 3,9% et, en mars 1997, il se trouvait aux alentours de 3,6% du PIB.



VII - PRIVATISATIONS

Le Programme national de privatisation (PND), établi en 1991, avec pour objectif la modernisation de l'État brésilien, a trouvé son second souffle dans le Plan Réel. Conformément au tableau présenté ensuite, 53% du total des recettes obtenues par ces ventes pendant les 7 années d'existence du programme l'ont été à partir de juillet 1994 (soit en 3 ans).

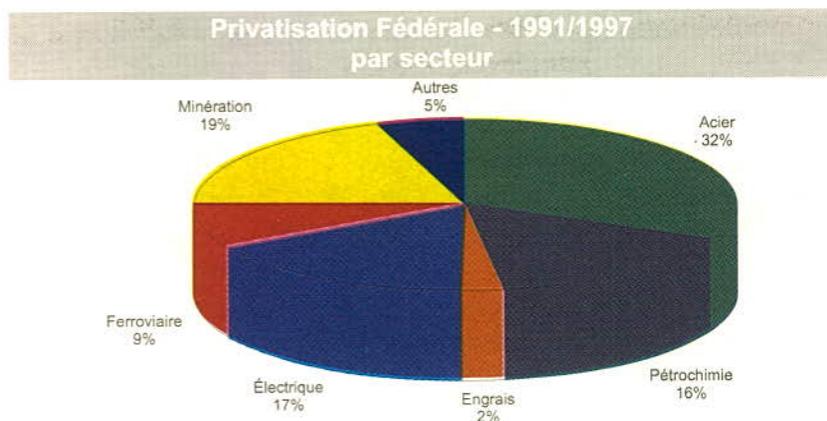
PROGRAMME NATIONAL DE PRIVATISATION - 1991/1997 (EN MILLIONS DE DOLLARS)¹

	Avante le Plan Réel			Depuis le Plan Réel			Total		
	Résultat de la vente	Dette transférée	Total	Résultat de la vente	Dette transférée	Total	Résultat de la vente	Dette transférée	Total
Secteurs Productifs	8.147	3.480	11.627	4.566	4.517	9.082	12.713	7.996	20.709
Acier	4.858	2.626	7.485	703		703	5.561	2.626	8.188
Pétrochimie	2.135	773	2.908	564	230	793	2.689	1.003	3.701
Engrais	418	75	494				418	75	494
Minération				3.299	4.287	7.586	3.299	4.287	7.586
Autres	736	5	741				736	5	741
Infrastructure et services publics				4.565	851	4.995	4.565	851	5.416
Ferroviaire				1.477		1.477	1.477		1.477
Électrique				2.890	588	3.478	2.890	588	3.478
Autres				198	263		198	263	461
Total	8.147	3.480	11.627	9.131	5.368	14.037	17.278	8.848	26.125

¹ Tenant compte de la date réelle de vente des actions

SOURCE: BNDES - Banque nationale de développement économique et social

La privatisation de la CVRD (Compagnie Vale do Rio Doce) a pratiquement clos le transfert au secteur privé des entreprises industrielles et une nouvelle phase est née dont le principal but est la privatisation des entreprises liées à l'infrastructure et à la concession des services publics.



Au cours de sa première phase, le Programme nationale de privatisation -(PND - 'Programa Nacional de Desestatização') s'est attaché principalement à privatiser les entreprises des secteurs sidérurgique, pétrochimique, engrais et minération, transférant au secteur privé un total de 46 entreprises, dont 20 à partir de juillet 1994.

Le secteur sidérurgique est un bon exemple du succès de la privatisation puisque, depuis, sa production et sa productivité ont augmenté considérablement de même que sa participation au total des exportations brésiliennes.

Dans sa deuxième étape, le Programme nationale de privatisation -(PND -Programa Nacional de Desestatização) va s'attacher à transférer au secteur privé, des entreprises liées à l'infrastructure, ainsi que la concession de services publics. Cette étape a été inaugurée par la privatisation de l'ESCELSA(Compagnie d'électricité de l'État d'Espírito Santo) en juillet 1995, et s'est poursuivie, en 1996, par la concession des

cinq principales lignes de la RFFSA (Réseau Ferroviaire Fédéral) et de la compagnie d'électricité de la ville de Rio de Janeiro, LIGHT. Cette étape va permettre au secteur privé d'investir dans des secteurs cruciaux pour le développement économique du Brésil.

Les transformations, en cours, de la matrice du transport brésilien sont un bon exemple de résultats concrets dans ce domaine. Par le transfert des cinq principales lignes de la RFFSA au secteur privé, les investissements réapparaissent dans le secteur ferroviaire, après presque deux décennies de stagnation. Plus de 2.100km de voies ferrées sont en construction. Le projet FERRONORTE est un des plus importants, avec 1.728km et des investissements envisagés de l'ordre de 2,5 milliards de réaux, dont 400 mille déjà disponibles. Au total, les investissements dans ce secteur devraient dépasser les 4 milliards de dollars au cours des prochaines années.

Parallèlement, la concession de l'exploitation des services portuaires et des routes fédérales est en voie de réalisation. Pour ce qui est des services portuaires, on peut déjà prévoir des résultats expressifs en termes de baisse des coûts. On s'attend, en effet, à ce que ces mesures les réduisent encore considérablement.

Pour ce qui est des routes fédérales, il faut souligner les concessions de la BR 116 (Dutra entre Rio et São Paulo) et de la BR 040 (entre Juiz de Fora et Rio de Janeiro), toutes deux réalisées en 1996 avec des investissements de l'ordre d'un milliard de réaux. On peut déjà y constater, entre autres, une amélioration de la signalisation routière, de la restauration et la conservation de diverses parties et la mise en place de service médical d'urgence.

Le programme de concession des services de télécommunications doit débiter, effectivement, dans le courant de l'année 1998. Toutefois, il est déjà possible d'observer que des bénéfices concrets pour la population sont dûs au processus de privatisation, tels que l'annonce de la réduction des tarifs de la téléphonie mobile sur la bande qui sera gérée par le secteur privé.

VIII - DÉPENSES EN MATIÈRE SOCIALE

Le volume des fonds investis par le gouvernement fédéral dans le domaine social a augmenté, en termes réels, de 26,7% si l'on compare les deux années 1996 et 1994, taux bien supérieur à celui de la croissance de la population au cours de cette même période (2,7%). De ce fait, dans le domaine social, les dépenses fédérales du Brésil, par habitant, sont passées de R\$ 491,00 en 1994 à R\$ 605,80 en 1996, en valeur de décembre 1996.

Les dépenses fédérales en programmes relatifs au troisième âge, à l'invalidité et au chômage (sécurité sociale, assurance chômage, formation continue et aménagement rural) sont celles qui ont le plus augmenté au cours de la période 1994-1996: 43,7% en termes réels. Les dépenses sociales pour l'amélioration des conditions de vie de la population de moindre revenu (assistance médicale et sanitaire, assainissement de base et assistance sociale) ont progressé de 14,6% dans cette période. L'augmentation des dépenses fédérales en matière sociale entre 1994 et 1996 est allée de pair avec le progrès du processus de décentralisation des responsabilités de gestion en faveur des États et des municipalités. Dans divers domaines d'action (éducation et culture, alimentation et nutrition, santé, assainissement et protection de l'environnement, assistance sociale, habitation, urbanisme, emploi et défense du travailleur), les transferts de crédits aux États et aux municipalités ont représenté une part plus importante du total des dépenses fédérales en matière sociale. Dans le domaine de l'éducation et de la culture, par exemple, la participation des dépenses directes du gouvernement aux dépenses totales est passée de 82,3% en 1994 à 76,5% en 1996, alors que les transferts de crédits progressaient de 12% à 15,5%, pour les États et de 4,9% à 6,5% pour les municipalités.

Dans le domaine social, les dépenses fédérales du Brésil, par habitant, sont passées de R\$ 491,00, en 1994 à R\$ 605,80 en valeurs de décembre 1996.

DÉPENSES FÉDÉRALES EN MATIÈRE SOCIALE - 1994/1996 EN MILLIERS DE RÉAUX DE DÉCEMBRE/96

DOMAINE D'ACTION(*)	1994	1996	96/94%
COUVERTURE DES RISQUES DE LA VIEILLESSE, DE L'INVALIDITÉ ET DU CHÔMAGE	45.949.392	66.022.219	43,7
<i>SÉCURITÉ SOCIALE</i>	43.291.876	61.128.143	41,2
<i>Indemnités versées par l'INSS</i>	30.406.262	43.271.322	42,3
<i>Indemnités versées à des fonctionnaires fédéraux</i>	12.885.614	17.856.821	38,6
<i>ASSURANCE CHÔMAGE</i>	2.116.903	3.491.373	64,9
<i>FORMATION CONTINUE</i>	508	262.536	51.580,3
<i>AMÉNAGEMENT RURAL</i>	540.105	1.140.167	111,1
DÉPENSES EN FAVEUR DE LA POPULATION DE MOINDRES REVENUS	10.440.700	11.967.184	14,6
<i>ASSISTANCE MÉDICALE ET SANITAIRE</i>	8.776.666	10.082.232	14,9
<i>ASSAINISSEMENT DE BASE</i>	674.216	688.610	2,1
<i>ASSISTANCE SOCIALE</i>	989.818	1.196.342	20,9
<i>ASSISTANCE AUX ENFANTS ET ADOLESCENTS</i>	1.808.092	1.882.956	4,1
<i>ENSEIGNEMENT PRIMAIRE (**)</i>	1.070.795	1.158.288	8,2
<i>GOÛTER À L'ÉCOLE(***)</i>	664.256	465.287	-30,0
<i>ÉDUCATION D'ENFANTS ENTRE 0 ET 6 ANS</i>	73.041	259.381	255,1
<i>AUTRES</i>	17.028.401	15.426.757	-9,4
DÉPENSES TOTALES (****)	75.226.585	95.299.116	26,7
POPULATION (En milliers d'habitants)	153.213	157.319	2,7
DÉPENSES TOTALES PAR TÊTE (EN R\$)	491,0	605,8	23,4
DÉPENSES TOTALES/PRODUIT INTERNE BRUT (%)	11,8	12,3	4,2

Source: DIPOS/IPEA (INSTITUT DE RECHERCHE ÉCONOMIQUE APPLIQUÉE)

(*) On emploie le concept de domaine d'action car il se rapproche davantage du genre d'action effective des dépenses publiques en faveur de la population, indépendamment de la localisation sectorielle de l'organe qui effectue la dépense. Ainsi, faut-il souligner qu'il ne faut pas faire de comparaison avec les registres traditionnels des dépenses par ministère (concept institutionnel), ni avec les relevés de dépenses par fonction ou par programme. Les registres de dépenses par ministère ou par fonction/programme sont des façons de faire le regroupement des frais qui incluent, généralement, des dépenses de plusieurs sortes d'actions effectives.

(**) Ne sont pas inclus le goûter à l'école, la quote-part de contribution des États et du DF au salaire-éducation ni les investissements directement effectués par le gouvernement fédéral.

(***) Les modifications du système de transfert des crédits aux États et aux municipalités pour le financement du goûter explique cette réduction. À partir de 1993, les crédits nécessaires pour assurer le goûter à l'école des trois premiers mois de l'année étaient envoyés en décembre de l'année précédente. En 1996, l'avance de décembre n'a couvert que 19 jours de janvier 1997, d'où une réduction des dépenses totales destinées au goûter, par rapport à celles des années précédentes. Cependant, en 1996, les dépenses du gouvernement pour le goûter à l'école ont été suffisantes pour couvrir 163 jours de l'année, contre 156 jours en 1995 et 100 en 1994.

(****) Total des dépenses fédérales en matière sociale, d'après la méthodologie adoptée par la DIPOS/IPEA.

La stabilité monétaire entraînée par le Plan Réal a permis de potentialiser l'effectivité des dépenses fédérales publiques, dans la mesure où les crédits ne sont plus rongés par l'inflation pendant le délai, qui peut être grand, compris entre la décision de la dépense et l'allocation des crédits budgétaires pour la financer, jusqu'au moment où la dépense est réalisée. La disparition de cette corrosion des crédits est extrêmement favorable à l'efficacité des dépenses, principalement celles réalisées de façon décentralisée et en partenariat avec les États et les municipalités où ce délai est en général plus important.

**PARTICIPATION (EN %) DES DÉPENSES DIRECTES ET DES TRANSFERTS
NÉGOCIATION DES DÉPENSES FÉDÉRALES EN MATIÈRE SOCIALE EN
FONCTION DES DOMAINES D'ACTION**

Domaines d'action	Dépenses directes	Transferts		
		États et DF	Municipalités	Inst. privées
Éducation et culture				
1994	82,3	12,0	4,9	0,8
1996	76,5	15,5	6,5	1,5
Alimentation et nutrition				
1994	2,6	53,7	43,7	0,0
1996	1,9	25,0	72,5	0,6
Santé				
1994	91,0	5,6	1,8	1,6
1996	83,8	3,8	10,9	1,5
Assainissement et protection de l'environnement				
1994	73,5	10,2	15,7	0,6
1996	38,6	31,7	28,8	0,9
Assistance sociale				
1994	74,2	3,2	8,8	13,8
1996	66,0	31,4	2,2	0,4
Habitation et urbanisme				
1994	88,9	3,2	7,9	0,0
1996	82,1	7,4	10,5	0,0

Source: IPEA/DIPOS - Institut de recherche économique appliquée

IX - SANTÉ

Le Plan Réal a eu des répercussions très positives en matière de santé. Il a non seulement augmenté et diversifié la consommation alimentaire, contribuant ainsi à l'amélioration des conditions de vie de la population, mais a permis au gouvernement fédéral de destiner au Ministère de la Santé davantage de crédits.

En 1994, ces crédits ont progressé de 16% par rapport à 1993. Sur les deux années 1995/96, les dépenses moyennes ont représenté une augmentation de 65% par rapport au début de la décennie. On estime que pour 1997 le gouvernement fédéral, à lui seul, devra dépenser près de 19 milliards de réaux en services de santé, les dépenses par habitant atteignant R\$ 119,00, soit presque le double de 1993.

Le retard du paiement des sous-traitants était un problème chronique dû au processus inflationnaire qui avait des répercussions négatives sur l'assistance ambulatoire et hospitalière. Ceux-ci étaient payés avec 60 jours de retard et, avec l'inflation de l'époque, le règlement leur arrivait dévalorisé. En conséquence, les services dans le secteur détérioraient. La stabilisation économique provoquée par le Plan Réal a permis d'actualiser ces paiements, éliminant les retards et les changements constants des montants de la liste de tarifs des traitements médicaux.

Dans les communautés suivies par la Pastorale de l'Enfant, dans 2,563 municipalités, la mortalité infantile qui était de 41 par groupe de mille enfants nés vivants, en 1992, est tombée à 31,4 en 1994 pour arriver à 17,6 en 1996.

En 1994, 56% des crédits du Système unique de santé - SUS - étaient destinées aux hospitalisations et 44% aux soins ambulatoires. Au cours du premier semestre 1996, ce rapport s'est inversé: 49% pour les hospitalisations et 51% pour les soins ambulatoires.

De plus gros crédits ont permis de dépenser davantage en services essentiels pour l'amélioration des conditions de santé des groupes de population vulnérables, principalement à partir de 1995, lorsque priorité a été donnée au Programme de réduction de la mortalité infantile - PRMI. Ce programme a permis de regrouper plusieurs actions relatives à l'assistance materno-infantile, l'alimentation et la nutrition, l'immunisation et l'assainissement, en plus des actions inhérentes au travail des agents communautaires de santé et à l'éducation sanitaire.

D'un total de 913 municipalités couvertes par le Programme de réduction de la mortalité infantile, 77% font déjà partie du Programme de complémentation alimentaire - "Lait et Santé" - qui touche 3 millions de mères et d'enfants; 39% de ces municipalités ont bénéficié de l'installation d'eau courante, de services d'égouts et d'améliorations sanitaires à domicile, pour un total de 1,2 million de personnes directement concernées et 3,8 millions indirectement. La moyenne nationale d'immunisation de routine de 75% a été dépassée dans les régions couvertes par le PRMI, où la vaccination des enfants de moins d'un an a atteint 97%.

Le Programme des Équipes de santé de la famille, inauguré en 1994, et le Programme d'agents communautaires de santé font partie d'une proposition de transformation destinée à répondre aux besoins de la population. Cette proposition associe au soin médical traditionnel un ensemble de mesures qui devraient améliorer les conditions de vie des personnes. Le programme s'est transformé en porte d'entrée du Système unique de santé -SUS - et cherche à résoudre, à ce niveau de soins, le plus grand nombre possible de problèmes.

Au cours des trois années du Plan Réal, le contingent d'agents communautaires de santé et d'équipes de santé de la famille a beaucoup grandi. Les agents, au nombre de 29.000 en janvier 1995, étaient plus de 44.000 en 1996, touchant pratiquement 26 millions de personnes. Et les équipes, actuellement au nombre de 847 pour 850 mille familles seront 3.500 fin 1998, pour 3,5 millions de familles.

De 1994 à 1996, le Système d'information du Programme agents communautaires de santé - PACS, a permis de cerner un ensemble d'indicateurs des régions où le Programme est opérationnel.

Le tableau qui suit montre les taux de mortalité dans les régions couvertes par le PACS. La chute de l'indice est expressive: de 82,6 décès pour 1.000 enfants nés vivants en 1994, il est passé à 51,5 pour mille en 1996, soit une réduction de 37,7% du taux de mortalité infantile pendant cette période, 6.500 étant le nombre de décès que l'on estime évités.

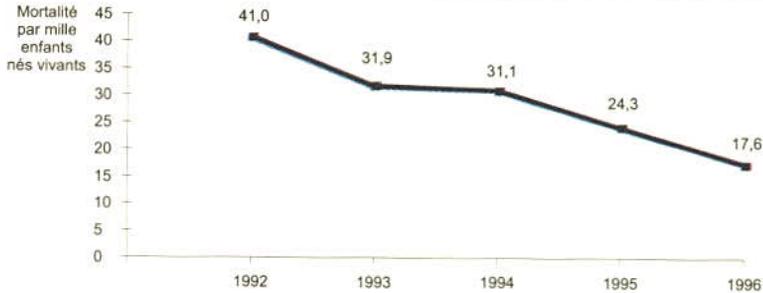
	MORTALITÉ INFANTILE (par 1.000 nés vivants)		RÉDUCTION (%)	DÉCÈS ÉVITÉS (moins d'un an)
	1994	1996		
Maranhão	71,2	48,6	37,7	491
Piauí	67,3	43,0	36,1	445
Ceará	90,5	53,8	40,6	637
Pernambuco	101,4	54,9	45,9	1,335
Sergipe	93,6	63,9	31,7	156
Bahia	110,9	53,0	52,2	458
Nordeste	82,6	51,5	37,7	6.489**

Source: Système d'informations du PACS - COSA/SAS/Ministère de la Santé

** Données concernant les régions couvertes par les agents communautaires de santé dans les municipalités qui ont rendu des comptes chaque mois des périodes étudiées. Les États de Rio Grande do Norte et Alagoas n'ont pas été inclus car ils n'ont pas envoyé d'informations en 1994. Leurs chiffres ont toutefois été inclus dans le total du Nord-Est.

Il est important de rappeler que le PACS a été implanté en priorité dans des municipalités à risques en matière de mortalité infantile. Les zones où la situation était la plus critique - zone rurale et banlieues des centres urbains - y ont été déterminées.

Tendance de la mortalité des enfants de moins
d'un an suivies par la Pastorale de l'Enfant



Source: Pastorale de l'Enfant/CNBB

La baisse de la mortalité infantile est également perçue par la Pastorale de l'enfant, de la Conférence nationale des évêques du Brésil (CNBB). D'après ses données, la mortalité qui était de 41 par mille enfants nés vivants en 1992 est tombée à 31,4 en 1994 pour atteindre 17,6 en 1996. L'année dernière seulement, la mort de 5.000 enfants a été évitée dans 2.563 municipalités, ce qui ne veut pas dire pour autant que cette indice est valable pour la totalité de la population des municipalités respectives. Cette chute de la mortalité infantile est très significative car la Pastorale de l'enfant ne s'occupe que des familles nécessiteuses.

X - ÉDUCATION

La troisième année du Réal a été marquée par la mise en oeuvre d'actions de fort impact qui sont en train de modifier le cap de l'éducation au Brésil.

En 1996, les changements institutionnels sont devenus réalité avec l'approbation d'un amendement à la Constitution qui a créé le Fonds de développement de l'instruction fondamentale et de la valorisation de l'enseignement ainsi que sa réglementation, question essentielle pour que se concrétise la priorité que l'on veut donner à l'instruction fondamentale.

En 1997, de nouvelles conquêtes seront réalisées comme la reformulation de l'enseignement technique professionnel et le Programme national d'informatique dans l'éducation.

Dans le combat pour une amélioration de la qualité de l'enseignement, d'importantes victoires ont été remportées. Le "provão" (test national pour les étudiants universitaires) a démontré les vraies conditions de l'enseignement universitaire de notre pays. L'évaluation technique du livre didactique, financé et distribué par les pouvoirs publics, a été la première jamais réalisée dans l'histoire du Brésil.

D'autres conquêtes importantes doivent être mentionnées parmi lesquelles l'implémentation du programme TV École, et les progrès réalisés en matière de décentralisation du gôuter scolaire.

Si 1996 a été l'année de l'éducation où des vents nouveaux ont commencé à souffler fort vers l'amélioration de la qualité de l'éducation dans notre pays, priorisant entre autres, effectivement, l'instruction fondamentale, en 1997 d'autres conquêtes seront certainement réalisées comme la reformulation de l'enseignement technique professionnel, le Programme national d'informatique dans l'éducation et la promotion,

par un amendement à la Constitution, d'une autonomie effective pour l'université.

Nous allons détailler ensuite quelques uns des principaux programmes, actions et résultats du domaine de l'éducation.

Les inscriptions pour l'instruction fondamentale augmentent de plus de un million par an

En 1994, il y a eu 32.048.420 premières inscriptions pour l'instruction fondamentale. En 1996, ce chiffre est passé à 33.131.270. De ce total, 88,8% correspond aux enfants inscrits dans les écoles publiques. Un total de 3.982.468 élèves se sont inscrits dans l'enseignement public pour le secondaire en 1994. En 1996, ce chiffre a augmenté de 14,56% et les élèves inscrits étaient au nombre de 4.562.558. Au cours de la même période, le nombre des inscriptions dans les écoles privées a augmenté de 11,78%, passant de 1.052.499 à 1.176.519.

Ces données laissent présager que l'instruction fondamentale est en train de se généraliser dans le pays. Moins d'abandons, moins de redoublements, amélioration des conditions sociales des familles qui, au lieu de mettre leurs enfants immédiatement sur le marché du travail primaire, pour accroître le revenu familial, préfèrent leur assurer une meilleure éducation.

À l'initiative du gouvernement, un amendement à la Constitution a créé le Fonds de maintien et de développement de l'instruction fondamentale et de valorisation de l'enseignement, qui permet de destiner automatiquement, à partir de janvier 1988, R\$ 12 milliards par an à l'instruction fondamentale, ce qui donne R\$ 300,00 par élève de toutes les municipalités. La moyenne actuelle est inférieure à R\$ 100,00. Le Fonds permettra aussi d'augmenter le salaire des enseignants dont la moyenne nationale se situera à environ R\$ 300,00.

Investissements dans l'éducation - Fonds de maintien et de développement de l'instruction fondamentale et de valorisation de l'enseignement (R\$ 300,00 par élève et par an).

Programme de
maintien et de
développement de
l'instruction
fondamentale -
l'argent à l'école

Depuis 1995, le Programme de maintien et de développement de l'instruction fondamentale transfère les crédits directement aux écoles des États et des municipalités.

En 1995, plus de 100 mille écoles de 2.000 municipalités ont reçu 262,8 millions de réaux. En 1996, 262,8 millions ont été destinés à près de 170 mille écoles, bénéficiant plus de 31 millions d'élèves.

En 1997, lorsque les O.N.G. orientées vers l'éducation spéciale seront incorporées, R\$ 272 millions seront envoyés aux écoles. Celles qui participent déjà au Programme Communauté Solidaire recevront 30% des valeurs des tarifs en plus.

Depuis 1995, les 33 millions d'élèves de l'instruction fondamentale reçoivent les livres didactiques au début de l'année scolaire. Cette année-là, 110 millions de livres ont été distribués, 83% de plus qu'en 1994. La distribution des livres pour l'année 1997 a commencé en octobre 1996. En janvier 1997, 87,2 millions de livres avaient déjà été remis à 175 mille écoles, correspondant aux nécessités de tous les élèves de la première à la huitième année de l'instruction fondamentale des écoles publiques.

Programme du
livre didactique -
Davantage de
livres pour le
primaire et le
premier cycle du
secondaire.

La FAE/FNDE (Fondation d'assistance à l'étudiant), responsable du programme, est en train de décentraliser l'achat et la distribution du livre didactique.

Gôuter à l'école -
Pour 34 millions
d'enfants

Créé il y a 40 ans, le Programme national de l'alimentation scolaire a reçu un nouveau souffle en septembre 1995, lorsque la Fondation d'assistance à l'étudiant (FAE) a majoré ses crédits de 50% pour financer le goûter à l'école. La valeur nutritive des petits repas que les élèves reçoivent avant le début des cours a aussi été renforcée dans les écoles des municipalités incluses dans le Programme Communauté Solidaire.

PROGRAMME DU GOÛTER À L'ÉCOLE

Année	Municipalités	Élèves
1994	1.680	-
1995	3.912	33.262.484
1996	4.208	33.667.261

SOURCE: Ministère de l'Éducation et de la Culture

Programme
TV École - Pour 1,5
million de professeurs et
24 millions d'élèves

Existant depuis mars 1996, le programme TV École est une chaîne exclusive qui touche, par satellite, 51.820 écoles dans tout le pays, avec une programmation destinée à former et à actualiser les professeurs et à renforcer les cours. Toutes les

écoles publiques de plus de 100 élèves ont reçu R\$ 1.500,00 pour acheter l'équipement (téléviseur, magnétoscope, antenne parabolique, support de l'équipement et une boîte de 10 cassettes VHS).

Un total de 38.846 écoles ont acquis l'équipement et 29.433 l'ont déjà installé.

L'informatisation de l'enseignement est essentielle pour le pays. Avant fin 1997, les premiers ordinateurs arriveront aux écoles publiques. En attendant, les professeurs seront formés pour pouvoir les utiliser. La somme de 207 millions de réaux sera consacré à la formation de 25 mille professeurs avant fin 1998 et aucune école ne recevra d'ordinateur sans qu'elle dispose de professeurs capables de les utiliser.

Informatisation de
l'enseignement - 100
mille ordinateurs dans
6000 écoles

Les six mille écoles qui recevront les 100 mille ordinateurs prévus pour la première partie du Programme d'informatisation, ont été sélectionnés par le Secrétariat à l'Éducation de chaque État concerné, sur des critères tenant compte du nombre d'écoles et du nombre d'élèves de chacune d'elles.

XI - HABITATION ET ASSAINISSEMENT

Dans ce domaine, le gouvernement prépare une véritable "révolution". La révolution consiste en un changement d'orientation des crédits de ce secteur qui, auparavant, étaient destinés directement aux entreprises, États et municipalités, pour de grands travaux. Dans le passé, beaucoup d'argent a été gaspillé et sans grands résultats.

La manière de dépenser cet argent a changé grâce à la création de canaux plus adaptés à la demande éparpillée de la population la plus nécessiteuse. On a opté pour divers mécanismes, dans le but de satisfaire les consommateurs et non les grandes entreprises.

Avec les investissements réalisés en 1995 et 1996, le gouvernement fédéral va toucher 3,9 millions de familles dans tout le pays et créer 646 mille nouveaux emplois. Un total de R\$ 4,8 milliards ont été investis dans 3.078 chantiers dont 900 sont déjà achevés et 2,178 en cours, répartis sur 2.400 municipalités de tout le pays.

Cette année, le budget prévu est de 6,3 milliards de réaux qui devraient bénéficier à 5,2 millions de familles et qui entraîneront la création de 1,2 million de postes de travail.

ASSAINISSEMENT

Lorsque le gouvernement est entré en fonctions, en janvier 1995, 9,62% des habitations des régions urbaines ne disposaient pas d'eau traitée. Avec ce que le gouvernement fédéral a déjà consacré à ce secteur, les contre-parties des États et des municipalités incluses, 788 chantiers dans 644 municipalités sont en cours. Lorsque ces travaux seront achevés, le nombre de domiciles urbains sans eau courante aura baissé de moitié: de 9,62% à 4,82%.

Quant aux investissements dans le réseau urbain d'égouts réalisés en 1995 et 1996, ils vont bénéficier à 1,68 million de familles brésiliennes. Le gouvernement réduira ainsi de 18,5% le nombre de résidences sans réseau d'égout, abaissant à un peu plus de 20% les domiciles qui restent à desservir.

HABITATION

Si le Plan Réal a été fondamental pour la reprise des investissements en assainissement, en permettant la planification à moyen et long terme, pour l'habitation il a également eu une importance capitale, puisqu'il a provoqué une augmentation du pouvoir d'achat de la population brésilienne, particulièrement de ses couches les plus basses, et a rétabli le crédit. Le principal indicateur de cet effet bénéfique est l'augmentation des ventes de produits de base pour la construction de maisons, comme le ciment, les tuiles d'amiante ou les tuyaux et les joints.

La politique fédérale dans ce secteur a également permis de commencer à compenser l'énorme déficit en logements, que ce soit par la construction ou par l'amélioration des logements dégradés.

Le Secrétariat à la Politique urbaine du Ministère de la Planification a destiné en 1995 et 1996 un total de 2 milliards de réaux, contreparties incluses, aux programmes financés par les fonds du FGTS (Fonds de garantie pour le temps de travail) et du budget de l'État. Ces fonds ont permis la construction de 83 mille logements, la concession de 63,5 mille lettres de crédit et le début de 400 autres chantiers. Cet effort va bénéficier à 273,3 mille familles et permettra la création de 90,1 mille nouveaux emplois. Les seuls crédits des Programmes Pro-Moradia et Habitar-Brasil, destinés aux familles dont les revenus ne dépassent pas 3 salaires minimums vont permettre de mettre en route 234 chantiers d'urbanisation des bidonvilles - 'favelas' - et de régions dégradées, ce qui profitera à presque 99 mille familles. Ces mêmes programmes entraîneront aussi 147 chantiers pour l'amélioration de logements et de l'infrastructure. Lorsque ces travaux seront terminés, plus de 27 mille familles en bénéficieront.

PRÉSIDENCE DE LA RÉPUBLIQUE
Secrétariat à la Communication Sociale

Support Institutionnel
Ministère des Finances
Ministère de la Planification et du Budget
Banque Centrale du Brésil

COLLECTION DOCUMENTS DE LA
PRÉSIDENCE DE LA RÉPUBLIQUE

EN PORTUGAIS

1. DISCURSO DE DESPEDIDA DO SENADO FEDERAL
2. DISCURSO DE POSSE
3. MENSAGEM AO CONGRESSO NACIONAL — 1995
4. POLÍTICA EXTERNA — PRONUNCIAMENTOS (primeiro semestre de 1995)
5. POLÍTICA EXTERNA — PRONUNCIAMENTOS (segundo semestre de 1995)
6. A NOVA FASE DA PRIVATIZAÇÃO
7. CONCESSÕES DE SERVIÇOS PÚBLICOS NO BRASIL
8. FATOS E DADOS SOBRE O BRASIL DO REAL
9. REAL, UM NOVO COMEÇO
10. PROPOSTA DE REFORMA ADMINISTRATIVA
11. PROPOSTA DE REFORMA TRIBUTÁRIA
12. DIREITOS HUMANOS: NOVO NOME DA LIBERDADE E DA DEMOCRACIA
13. PLANO DIRETOR DA REFORMA DO APARELHO DO ESTADO
14. MENSAGEM AO CONGRESSO NACIONAL — 1996
15. OS RUMOS PARA 1996
16. PROGRAMA NACIONAL DE DIREITOS HUMANOS
17. SOCIEDADE INDÍGENAS E A AÇÃO DO GOVERNO
18. COMUNIDADE SOLIDÁRIA: TODOS POR TODOS
19. O MERCADO DE TRABALHO E A GERAÇÃO DE EMPREGOS
20. POR UM BRASIL MAIS JUSTO — AÇÃO SOCIAL DO GOVERNO
21. UMA ESTRATÉGIA DE DESENVOLVIMENTO SOCIAL
22. PRONUNCIAMENTOS DO PRESIDENTE DA REPÚBLICA — 1995
23. BRASIL EM AÇÃO — INVESTIMENTOS PARA O DESENVOLVIMENTO
24. POLÍTICA DE DEFESA NACIONAL
25. GLOBALIZAÇÃO E OUTROS TEMAS CONTEMPORÂNEOS
26. MENSAGEM AO CONGRESSO NACIONAL — 1997
27. DOIS ANOS DE MUDANÇAS
28. REFORMA AGRÁRIA — COMPROMISSO DE TODOS
29. COMUNIDADE SOLIDÁRIA — RESULTADOS DE 2 ANOS DE TRABALHO
30. TRÊS ANOS DE REAL
31. PRONUNCIAMENTOS DO PRESIDENTE DA REPÚBLICA — 1996
32. DESENVOLVIMENTO SUSTENTÁVEL, MUDANÇA SOCIAL E EMPREGO
33. BRASIL EM AÇÃO — RESULTADOS NO PRIMEIRO ANO

EN ANGLAIS

1. PRIVATIZATION ENTERS A NEW PHASE
2. PUBLIC SERVICE CONCESSIONS IN BRAZIL
3. THE RESULTS OF THE REAL PLAN
4. THE TELECOMMUNICATION SECTOR IN BRAZIL
5. BRAZIL 1996: FROM REFORM TO GROWTH
6. THE IMPACT OF GLOBALIZATION ON DEVELOPING COUNTRIES
— RISKS AND OPPORTUNITIES
7. NATIONAL PROGRAMME ON HUMAN RIGHTS
8. TWO YEARS OF CHANGE
9. LABOR MARKET AND EMPLOYMENT GENERATION IN BRAZIL
10. AGRARIAN REFORM IN BRAZIL
11. THREE YEARS OF THE REAL PLAN — Building a Better Brazil

EN FRANÇAIS

1. SOCIÉTÉS INDIGÈNES ET L'ACTION DU GOUVERNEMENT
2. COMMUNAUTÉ SOLIDAIRE: TOUS POUR TOUS
3. PROGRAMME NATIONAL DES DROITS DE L'HOMME
4. BRÉSIL: DES RÉFORMES À LA CROISSANCE
5. DEUX ANNÉES DE CHANGEMENTS

EN ESPAÑOL

1. BRASIL, 1996 DE LAS REFORMAS AL CRESCIMIENTO
2. PROGRAMA NACIONAL DE DERECHOS HUMANOS
3. DOS AÑOS DE CAMBIOS
4. EL MERCADO DE TRABAJO Y LA GENERACIÓN DE EMPLEOS

Pour obtenir des copies supplémentaires de cette publication, veuillez contacter:
Presidência da República
Secretaria de Comunicação Social
Esplanada dos Ministérios, bloco A, 6º andar
Telefone: (061) 224-7300, 315-1707
Fax: (061) 322-4624
Brasília, DF
CEP: 70.054-900

ESTA OBRA FOI FORMATADA
E IMPRESSA PELA
IMPrensa NACIONAL
SIG, QUADRA 6, LOTE 800,
70604-900, BRASÍLIA, DF,
EM 1997, COM UMA TIRAGEM
DE 3.000 EXEMPLARES



C'EST L'HEURE DU BRÉSIL